



DERNIERES TRANSHUMANES TOUAREGUES

Mémoire de géopolitique

du Cdt François SCHAAN

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique du Maghreb"

Directeur : Professeur Nicole GRIMAUD

Avril 2001

FICHE DE PRESENTATION

TITRE : Dernières transhumances touarègues

REDACTEUR : Cdt François SCHAAN (CTA/GSEM, Armée de Terre, FRANCE)

DATE : 6 avril 2001

DIVISION : GROUPE D5

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

SYNTHESE : Depuis la décolonisation, des rébellions récurrentes au Mali et au Niger ont jalonné la transhumance du peuple touareg vers la modernité et la sédentarisation. Vides d'horizons étatiques, ces révoltes traduisaient avant tout le mal-vivre d'une communauté marginalisée politiquement et paupérisée du fait de la disparition, à la suite de chocs historiques et écologiques, des conditions indispensables à la pérennisation de ses pratiques nomades et agro-pastorales. En signant des accords de paix avec les Etats, ces « fils du vent » se sont vus réintégrés dans l'espace politique et dans les circuits économiques des deux pays. Mais ce fût au prix de l'abandon implicite de l'un de leur bien les plus chers: cette liberté d'aller et venir sans entraves au rythme des transhumances de leurs troupeaux qui résume leur condition spécifique de nomades. Mais il en allait de leur survie en tant que peuple.

MOTS-CLES : Mali ; Niger ; Touareg ; nomadisme ; transhumance ; sédentarisation

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1 MAIS OU SONT LES TOUAREGS D'ANTAN.

- 1.1 TOUAREG OU IMUHAGH: DES MOTS QUI NOMMENT DES REALITES DIFFERENTES .
- 1.2 ORGANISATION DES SOCIETES TOUAREGUES TRADITIONNELLES.
- 1.3 LES SPECIFICITES IDENTITAIRES DU PEUPLE TOUAREGUE.
- 1.4 DE LA DIFFICULTE D'UNE ETAT DES LIEUX DES TOUAREGS.

2 LES TOUAREGS, ACTEUR GEOPOLITIQUE ?.

- 2.1 UN DESIR DE TERRITOIRE FLOU.
- 2.2 UNE STRATEGIE INADAPTEE : DU MAUVAIS USAGE DE LA FONCTION GEOPOLITIQUE DE LA
LANGUE
- 2.3 D'UNE MOBILISATION GLOBALE DE LA SOCIETE AVORTEE.
- 2.4 UNE SOCIETE MUTANTE

3 LES TOUAREGS, INSTRUMENTS DE GEOPOLITIQUES TRANSNATIONALES.

- 3.1 ENTRE MEPRIS ET PASSION, LES RELATIONS AMBIGUËS DE LA FRANCE A L'EGARD DES
TOUAREGS.
- 3.2 L'ALGERIE, ENTRE TENTATION HEGEMONIQUE ET CRAINTE DE CONTAMINATION
EXTERIEURE.
- 3.3 LA LIBYE: FAUX POMPIER, VRAI PYROMANE.

4 LES TOUAREGS, ACTEURS DE DESTINS NATIONAUX.

- 4.1 LES REVOLTES « OPPORTUNISTES »
- 4.2 AUX RACINES DES CRISES NOMADES, MAL VIVRE POLITIQUE ET ECONOMIQUE.
- 4.3 VERS UN REGLEMENT QUE L'ON ESPERE DEFINITIF

CONCLUSION

L'hymne du révolutionnaire touareg (1987)

J'aimerais tant voir les femmes lutter pour la liberté.
Je pense à toutes ces vieilles du Sahara restées seules.
Il n'y a plus d'eau, la nature est déjà sèche.
Ce message s'adresse aux révolutionnaires.
Mon vœu le plus cher est que, par un beau matin
On se réveille libéré de l'esclavage.
A quoi bon vivre à genoux ?
La mort est là, elle ponctue les jours.
Quand elle arrive, il n'y a pas de remèdes.
Si les veines sont encore irriguées de sang,
Qu'il se réchauffe !
Bientôt la paix n'enlèvera pas ses sandales.
Un jour viendra, nous grimperons sur les montagnes, armés.
Nous tuerons les ennemis ;
Nous serons comme des vautours.
Nous libérerons ceux du fleuve.
Nous ferons jaillir l'eau.
Nous irriguerons les jardins.
Les fleurs s'ouvriront et deviendront rameaux.
Ce jour là, la verdure inondera les berges.
Bientôt la paix n'enlèvera plus ses sandales.

Cité par Bourgeot André, les Sociétés nomades p 447.

« Fends le cœur d'un homme, tu y trouveras toujours un soleil »

Proverbe arabe

Médiations algériennes, missi-dominici burkinabé, émissaires libyens et facilitateurs français, tous les efforts diplomatiques déployés au cours des années 90 traduisent l'inquiétude qu'a soulevée le dossier touarègue. Les indices de crise ne cessaient de se multiplier : raids armés touaregs contre forces armées nationales du Mali et du Niger, exactions et représailles alimentant l'insécurité dans le de ces deux pays; installation de camps de réfugiés en Mauritanie, Algérie, Libye, Burkina-Faso ; enfin risque de guerre civile au Mali. Pour beaucoup, les fauteurs de troubles étaient clairement désignés : les Touaregs.

Ces nomades, regroupés en grandes confédérations occupaient jadis sans entraves une aire géographique immense, le désert saharien schématiquement articulé autour de trois massifs (Ahaggar, Aïr et Adrar des iforas). Répartis lors de la décolonisation entre cinq Etats-nations (Niger, Mali, Algérie, Libye et Burkina Faso) ces nomades éleveurs ou agropasteurs ont longtemps revendiqué leurs différences et lutté pour préserver leur bien le plus cher : la liberté d'aller et venir au gré des transhumances de leurs troupeaux. Malgré trois périodes de rébellions intenses, exutoires à leur mal-vivre récurrent, une lente dissolution de leurs spécificités politiques, économiques ou sociales accompagnée de la perte de leurs repères identitaires s'est opérée. Au cours des « Trente calamiteuses¹ » marquées par des désastres historiques ou écologiques, les Touaregs se sont pour nombre d'entre eux sédentarisés, et quand bien même ils se reconnaissent tous membres de la communauté des Kel Tamashäq², rares sont ceux qui rêvent encore d'une Nation touarègue.

L'objet du présent mémoire est de comprendre pourquoi cette communauté forte de 1 400 000 membres et que l'on désigne comme les Kurdes de l'Afrique, ne s'est jamais vue reconnaître le droit à un territoire, à un Etat. Nous verrons ainsi dans un premier temps que la faute leur en incombe pour partie car jamais ces nomades n'ont eu de « désir de territoire ». Nous verrons ensuite comment les rébellions et leur irrédentisme ont avant tout servi les aspirations d'états en quête de nouveaux espaces ou de nouvelles richesses, au risque de transformer la bande sahélienne en un immense brasier. Enfin, nous décrirons comment, suite aux efforts d'intégration dont ils font l'objet en application des accords de paix, les communautés touarègues pourraient enfin avoir trouvé leur place dans les frontières des états existants.

Je voudrais d'ores et déjà remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'aboutissement de cette étude, à commencer par Mme Nicole Grimaud, qui a dirigé ce mémoire par ses conseils et remarques avisés. Je tiens par ailleurs à exprimer mon amicale gratitude au Colonel Poudiougou, responsable de la Garde Nationale du Mali et au Lieutenant-Colonel Gado du Niger, officiers qui ont eu à gérer, dans le cadre de leurs fonctions respectives, le problème touareg. Leur connaissance du terrain et leur hauteur de vues m'ont permis de mettre de la cohérence dans ce complexe dossier.

¹ Période allant de 1963 à 1993, encadrée par des rébellions consécutives à la mise en place des frontières nationales et deux sécheresses

² Langue spécifique des Touaregs, le tamashäq est une langue du rameau berbère,

1 MAIS OU SONT LES TOUAREGS D'ANTAN.

1.1 Touareg ou imuhagh: des mots qui nomment des réalités différentes ³.

Pour une majorité d'occidentaux, ces nomades qui parcourent le Sahara et ses marges au rythme lent de leurs chameaux s'appellent touaregs ou dans une vision encore plus romantique et mythique les « Hommes bleus ». Pour les spécialistes, le mot touareg aurait une filiation d'origine religieuse. Lorsqu'au XI siècle les prédicateurs arabes entreprirent l'islamisation des populations nomades et païennes du Sahara central autour de l'Ahaggar, celles-ci ne portaient encore pas de nom. Ces zéloteurs d'Allah les appelèrent Touareg (pluriel de tareq) ce qui signifierait « les abandonnés de Dieu ».

Selon une autre interprétation, dont le représentant le plus connu serait le Révérend Père de Foucault, touareg aurait plutôt une origine géographique puisqu'il renverrait à Targa, une région du Sahara tripolitain médiéval que les arabes appelaient Fezzan et d'où seraient originaires les Kel Ahaggar, nom de la confédération implantée dans le massif actuel du Hoggar.

Quoiqu'il en soit, l'une et l'autre de ces explications renvoient à un système de classification arabe, discriminant ces nomades incroyants des arabes musulmans

Les autochtones quant à eux se dénomment « imuhagh » dont la racine signifie « il est libre, indépendant ; il pratique la razzia ». Le terme sous tendrait un type de distinction interne cette fois-ci à la société nomade. Il reflèterait la division du travail entre la conduite de la guerre et la conduite des troupeaux, rendrait autrement dit compte de la distinction sociale entre caste guerrière aristocrate et caste d'éleveurs tributaires. Dans cette acception ne mettant l'accent que sur l'une des facettes économiques de ces nomades, la razzia, au détriment de leurs activités pastorales les plus représentatives, le mot serait en décalage avec la réalité.

Cette approche trop restrictive est actuellement contestée et certains préfèrent traduire imuhagh par « nomades pasteurs » ce qui inclurait cette fois-ci toutes les composantes de la société nomade, la discriminant seulement de celle des agriculteurs sédentaires, les kel aghrem.

Pour trancher sans prendre parti, si les deux mots, historiquement envisagés renvoient à des réalités non dénuées de bien-fondé mais lourdes d'arrière-pensées, leur acception dans le contexte actuel ne nous dit plus rien de ce que sont ces populations nomades sahélo-sahariennes, désormais musulmanes bien qu'atypiques et ayant pour longtemps, à quelques exceptions près abandonné les razzias.

Aussi serait il peut-être plus pertinent de parler d'algérien kel ahaggar, de malien kel adagh ou de nigérien kel aïr pour rendre compte des mutations identitaires, sociales, économiques et politiques qu'ont subies les membres de ces différentes confédérations.

³ BOURGEOT André, Les sociétés touarègues, Ethnonyme et rapports sociaux, éditions Karthala p29-35

Avant d'aborder ce sujet, il m'a paru incontournable de donner un bref coup d'œil sur ce qu'était, à l'état originel l'organisation sociale de ces « hommes bleus » dont les faits d'armes alimentèrent les journaux de marche de nombre d'officiers coloniaux.

1.2 Organisation des sociétés touarègues traditionnelles.

Répartis en différentes tribus (kel) identifiées en fonction de leur zones de nomadisation habituelles, elles-mêmes englobées dans de grandes confédérations⁴, les touaregs vivaient dans une société de type féodal, nettement hiérarchisée et composite avec au sommet trois entités sociales :

- la chefferie (tamenokalal) au sein de la quelle était désigné l'aménokal qui détenait le pouvoir politique, juridique et foncier incarné dans le tobol, tambour sacré réceptacle extérieur de ces pouvoirs,
- l'aristocratie-guerrière (temojegha) avec les imajeren ou nobles, à qui était réservé le droit de faire la guerre
- enfin l'ensemble des tributaires (tamegheda), ou imrad.

Tous constituaient la classe des hommes libres, classe sans réelle cohésion car les relations humaines qui se tissaient entre aristocrates et tributaires révélaient souvent de sentiments de mépris et de défiance des uns, de crainte et de jalousie des autres⁵. Associés aux tributaires par nécessité, s'agrégeaient aux hommes libres

- les religieux (Ineslimen), gens de l'islam prétendant descendre du Prophète et chargés de la loi et des traditions musulmanes
- les artisans (enaden) à la fois méprisés, car ils travaillaient et craints, en raison de leurs pouvoirs magiques.

Ces deux groupes assuraient la continuité du tuilage hiérarchique avec les affranchis (ighawalen) et enfin les esclaves (iklan) que l'on appelle bella au Mali et bouzou au Niger et qui constituent la masse de la société touarègue traditionnelle.

Depuis environ trois décennies, cette structure hiérarchique assez composite a été bouleversée et redistribuée du fait de multiples facteurs, historiques, économiques et écologiques détaillés ultérieurement.

1.3 Les spécificités identitaires du peuple touarègue.

⁴ Huit principales confédérations sont communément admises : au Mali, les kel adrar, les Kel Tademekkat, et Ioullimiden Kel Ataram ; au Niger, les kel Aïr, kel Gress et Ioullimiden Kel Dinnik ; enfin en Algérie les Kel Ahaggar et Kel Ajjer.

⁵ BOURGEOT André, révoltes et rébellions en pays touareg Afrique contemporaine n) 170 2^{ème} trim 94 p 5

Alors que le peuple touarègue ne saurait se définir en termes raciaux tant la société est bigarrée (cela va, caricaturalement de la « peau blanche » des Touaregs des classes supérieures à celle noire des anciens esclaves avec entre ces deux extrêmes, un camaïeu dû au métissage), il possède des éléments culturels ou identitaires particuliers qui le rend homogène au plan interne et différent du milieu humain qui le côtoie.

Quand bien même le métissage a effacé les frontières sanguines ancestrales entre monde blanc des Touaregs et monde noir des Soudanais, la tradition orale touarègue a ancré dans les esprits un certaine forme d'ostracisme à l'égard des populations noires : « le Bien c'est ce qui est Blanc et c'est le lait. Ce qui est Noir, ce sont les balles de plomb et c'est la soif de l'été ».

Au delà de son appartenance à une « caste », un lignage, une tribu, une confédération le Touareg se revendique avant tout comme étant un kel tamashāq, c'est-à-dire locuteur tamashāq, langue du rameau linguistique berbère qui couvre un espace allant de la Méditerranée au sud du fleuve Niger et des rives occidentales du Pacifique à l'Egypte. Même s'il n'existe pas de littérature écrite mais surtout une admirable tradition de poésie orale, ce sont les seuls berbérophones à posséder une écriture non cursive, faite de consonnes et de signes : le tfinagh.

Plus caractéristique est la forme particulière de l'Islam qu'ils pratiquent. Que ce soit dans ce qui peut sembler du détail, comme le port du voile ou pour des sujets plus sensibles car relevant de l'un des cinq grands piliers de cette religion, les pratiques laxistes des Touarègues heurtent la sensibilité des populations musulmanes traditionnelles.

Bien que nominalelement sunnites, ils ont en effet la réputation au sein de cette communauté d'être « tièdes » dans le vécu de leur religion. Si l'obligation des cinq prières quotidiennes est strictement respecté, l'observance du Ramadan l'est moins.

Le dogme est quand à lui infusé d'un animisme ancestral fait de superstitions locales et de magie. Beaucoup croient aux djins qui, selon la tradition seraient des esprits capables de prendre forme humaine ou animale et d'avoir une influence surnaturelle sur les hommes. Pour se protéger de leurs charmes, ils portent des amulettes.

Autre spécificité par rapport à l'Umma maghrébine, ce sont en général les marabouts qui dirigent les medressas qui sont généralement appelés pour dire les prières lors de funérailles. Leurs pouvoirs sont néanmoins bien moindres que ceux des marabouts vivant en Afrique de l'ouest.

A la différence radicale de la pratique arabe, ce sont les hommes qui portent le voile (le tidjelmoust) alors que les femmes n'en portent pas. Au-delà de la marque de respect qu'il traduit vis-à-vis du proche ou de l'étranger, le voile a valeur initiatique entre générations masculines touarègues.

Le statut de la femme targuie diffère sensiblement de celui de sa consoeur maghrébine. Si l'absence de co-épouses est la règle quasi absolue et le divorce assez inhabituel, principes plus conformes aux enseignements de

Saint Augustin qu'à ceux de Mahomet, le « nomadisme conjugal » est une pratique courante « socialement admise » qui ne saurait qu'être abusivement attribué aux poétiques « cours d'amour ». Les mariages nécessitent toujours le paiement par le marié d'une dot qui varie selon la beauté et le statut social de l'épousée.

Bien que non matriarcale, la structure familiale accorde à celle-ci un rôle important et une réelle liberté. Pour autant, si les femmes touarègues sont traitées avec grand respect, elles ne peuvent exercer de fonctions politiques ou une quelconque autorité en dehors de leurs tentes.

Toutes ces différences, dont les plus anecdotiques cristallisent parfois les réactions les plus hostiles fondent une indéniable spécificité touarègue.

1.4 De la difficulté d'un état des lieux des Touaregs.

Faire un état des lieux des touaregs fiable en recensant des populations par définition plus nomades que sédentaires, par atavisme plus hostiles à toute forme d'ingérence étatique dans leurs « affaires intérieures » que promptes à collaborer avec les administrations relève de la gageure.

Pour autant, toutes les études convergent pour évaluer l'ensemble des populations touarègues à 1 million 400 000 individus, à une centaine de milliers d'« errants » près, principalement répartis sur trois pays : Niger, Mali, Algérie accessoirement sur deux autres : Libye, et Burkina-Faso.

Ainsi, par ordre décroissant, c'est au Niger qu'ils sont les plus nombreux avec 750 000 individus. Au sein de ce pays, ils comptent pour environ 10% de la population totale.

En termes d'implantations, les plus fortes concentrations se trouvent dans les départements d'Agadès (55%) puis ceux de Tahoua (16%) Tillabéri (9%) enfin Zinder (3%)⁶, schématiquement dans la partie nord du pays.

En termes de confédérations, sont représentées les Kel Aïr (région d'Agadès, environ 170 000⁷) les kel Gress (région de Tahoua) les Kel Dinnik (branche cadette des Ioullemeden dans la région de Tchintabaraden), les touaregs du Damergou (région de Zinder) ainsi que, dans des proportions moindres, les Kel Owey et Kel Ahaggar au nord, les Kel Ferouane et Kel Nan au centre du pays⁸.

Au Mali, ils seraient environ 450 000 sur une population totale de 10 millions 800 000 personnes.

En termes de répartition spatiale, Tombouctou concentre la majeure partie d'entre eux (environ 285 000⁹). Viendraient ensuite Gao, Goundam et Kidal.

⁶ Roger PONS Roger; Marchés tropicaux : le problème touarègue, hier, aujourd'hui et demain du 7 mai 93 p 1187

⁷ <http://www.bethany.com/profiles>

⁸ BERNUS Edmond, l'espace touareg, thèse de doctorat Paris 1981

⁹ <http://www.bethany.com/profiles>

Les principales confédérations représentées¹⁰ sont les kel Adrar (région de l'Adrar des Iforas) les kel Attaram (rameau occidental des Ioullemmeden dans la région de Menaka) les Kel Krummer (dans le nord-est). S'y ajoutent les Kel Udalán (boucle du Niger et du Gourma) dont l'aire de peuplement dans le Mali méridional déborde sur le Burkina-Faso¹¹.

A ces importantes communautés du Niger et Mali, il convient d'ajouter les 35 à 40 000 touaregs du sud algérien, majoritairement membres de la confédération des Kel Ahaggar (région de Tamanrasset), et les kel Ajjer (région de Djanet), confédération qui déborde sur les confins méridionaux de la Libye. Enfin, quelques dizaines de milliers de touarègues (Kel Udalán) peuplent le nord Burkina Faso.

Pour fastidieux qu'il puisse être, le recensement des toutes ces communautés touarègues illustre si besoin en était l'éclatement extrême de cet ensemble de langue tamashäq en de multiples confédérations qui à leur tour se scindent en tribus, clans, familles.....

¹⁰ BERNUS Edmond, op cit

¹¹ PONS roger, op.cit.

2 LES TOUAREGS, ACTEUR GEOPOLITIQUE ?.

Ces données de base permettent de planter le décor. Parlant des Touaregs, nombre de spécialistes résument leur situation d'une phrase lapidaire : « les Touaregs sont en quelque sorte et à petite échelle les Kurdes de l'Afrique ». De fait, les situations des uns et des autres présentent objectivement des caractères communs: distribution sur plusieurs pays d'une population ayant une langue et une culture propre et qui ne s'est jamais laissé assimiler par l'ethnie majoritaire du pays dans lequel elle vit.

Mais il me semble que la parenté de situation s'arrête là et que, à la différence des Kurdes, les Touaregs, en tant que communauté transnationale ne peuvent prétendre au label d'acteur géopolitique régional de plein droit. Ils ne satisfont pas, me semble-t-il, aux différents critères qui le caractérisent. Nous verrons successivement qu'à défaut de désir de territoire clairement énoncé, qu'à défaut de stratégie globale, d'adhésion communautaire à un projet politique ils ne sauraient être les promoteurs de leur destin et accéder, de ce fait, au « statut » en question.

2.1 Un désir de territoire flou.

Pour A. Chauprade, « l'Etat est la finalité de tout acteur géopolitique »¹². A partir de cette première approche, qui sous-tend ce « désir de territoire » dont parle F.Thual, l'on peut, par le biais d'une comparaison succincte entre processus juridico-historiques kurde et touarègue, montrer combien les deux dynamiques sont différentes et aboutissent à des situations radicalement opposées en termes géopolitiques.

D'une manière synthétique mais éminemment symbolique, il existe actuellement un problème kurde car, en droit international a un jour existé le Kurdistan. Le problème touarègue reste quant à lui assez confidentiel, confiné dans les forums internationaux car jamais il n'y eu de « Targuistan », néologisme créé pour les besoins de la démonstration.

A la différence des Kurdes, et ce à trois moments historiques-clefs sensiblement concomitants¹³, les Touaregs n'ont pas su saisir les opportunités qui s'offraient à eux pour prendre leur destin en mains et promouvoir ce fameux « désir de territoire ». La seule fois où la nation touarègue a rêvé de son unification, le projet, somme toute imposé de l'extérieur n'a jamais fédéré

¹² CHAUPRADE Aymeric, Introduction à l'analyse géopolitique, Ellipses Août 99, p 9.

¹³ Tout au long du XIX siècle, les aspirations nationalistes kurdes connaissent un développement progressif pour atteindre leur apogée à la fin de la 1ère GM. Le 10 août 1920, le Traité international de Sèvres prévoit la création d'un Kurdistan avec gouvernement autonome pour les districts à prédominance kurde situé à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière entre la Syrie et la Mésopotamie. Au sortir de la 2ème GM, de 45 à 46, la République démocratique Kurde finit par succomber aux pressions exercées par les Etats régionaux. Dans les années 60, les kurdes essaient de profiter des dissensions entre Irak et Iran pour relancer leur projet d'Etat. Leurs revendications territoriales réapparaissent à la faveur de la guerre Iran Irak puis lors de la guerre du Golfe.

toutes les tribus. On peut presque affirmer qu'au bilan, les trois grandes périodes de rébellions touarègues sont restées vides d'horizon étatique.

2.1.1 Trois périodes de rébellions sans claires finalités étatiques transnationales unitaires.

Que ce soient les révoltes de Firhun ou de Kaosen au début du XXème, qu'il s'agisse de celle consécutive à la décolonisation dans les années 60 ou enfin celles du désespoir du début des années 90, on cherche en vain l'expression d'une volonté affirmée de promouvoir la cristallisation d'un état transnational, rassemblant l'ensemble de la communauté touarègue dans des limites spatiales nettement identifiées. Tout au plus a-t-on assisté, dans la dernière de ces périodes troublées, à l'émergence fugace de revendications territoriales fédérant les Touarègues d'une même région mais ne débordant pas les limites frontalières des états-nations existants.

Lorsqu'en 1914, l'aménokal Firhoun déclenche la rébellion au cœur du Mali actuel, ce ne sont pas des revendications territoriales qui motivent les tribus des Touaregs de l'Ouest (y compris les affranchis qui n'ont en principe pas vocation à faire la guerre) mais c'est pour répondre à l'appel à la guerre sainte lancée contre les Français par la tribu maraboutique des Kel Essuk¹⁴.

Le constat est le même pour ce qui concerne la rébellion de Kaosen au Niger en 1917, car là encore, nulle mention d'un « désir de territoire ».

Plus amer pourrait être le constat que l'on peut tirer des années charnières de la décolonisation française. Alors que se profilent des projets territoriaux pour la région de la part de la puissance tutélaire, avec pour mémoire l'OCRS¹⁵ et la Fédération du Mali en particulier, les Touaregs de l'Ouest attermoient et ne comprennent pas clairement la chance historique qui s'offre à eux d'aller à marche forcée vers l'indépendance. Le cadî de Tombouctou réclame en effet, en leur nom, le rattachement de cette ville à l'OCRS, appuyé en cela par les notables de la boucle du Niger exprimant au général de Gaulle leur volonté de « rester toujours français et musulmans »¹⁶.

L'enjeu semble mieux perçu par les Touaregs de l'Est qui ont, pour ce qui les concerne et à long terme, une vision plus émancipée et globale du devenir des kel tamashāq: « Nous voulons nous diriger nous-même et rassembler notre société toute entière, là où elle se trouve, dans notre pays¹⁷ ». Mais quand bien même cette perspective dans le temps long a existé, il importe de noter qu'aucune coordination entre Confédérations de l'Ouest et celles de l'Est n'a émergé pour tenter de « forcer la main » au colonisateur en se positionnant unitairement face aux aspirations nationales des « peuples noirs ».

¹⁴ BOURGEOT André, Les rébellions en pays touarègues dans *Afrique contemporaine* n° 170, 2^{ème} semestre 94 p 7

¹⁵ Organisation Commune des Régions Sahariennes. L'idée d'un grand état saharien dominé par les Touaregs avait comme but de prolonger en Afrique le territoire français

¹⁶ BOURGEOT, article cité p 12

¹⁷ CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Touaregs, voix solitaires sous l'horizon confisqué* Ethnies 1996 p 38

Enfin, lors des dernières révoltes du désespoir des années 90, après une brève période unitaire incarnée par les « ishumars ¹⁸ » il semblerait que dans l'ensemble, les rébellions n'ont eu que des approches strictement régionalistes, manquant indéniablement de souffle épique. Ne remettant plus en cause les découpages territoriaux issus de la décolonisation, toutes furent la reconnaissance implicite que le combat pour l'accession à un territoire unifiant tous les touaregs était forclos.

Ainsi, sur les six mouvements rebelles principaux articulés en deux coordinations que comptait la scène insurrectionnelle nigérienne, seuls le Front populaire de libération du Sahara, très minoritaire affichait une vague dimension trans-étatique tandis que le Front de libération du Temoust, lourdement marginalisé manifestait encore une certaine réminiscence de conscience collective ¹⁹.

Au Mali, le bilan est encore plus parlant : les quatre principaux mouvements, engerbés dans les MFUA (mouvements et fronts unifiés de l'Azawad) incluaient dans leur nom le référent géographique Azawad, ce qui circonscrivait d'emblée la quête de territoire principalement au Mali, excluant en tout cas deux grands îlots de peuplement touareg que sont les massifs de l'Ahaggar et celui de l'Aïr.

A l'examen de ces trois grandes périodes de rébellion, il appert que ce « Targuistan », qui n'a que fugitivement été rêvé sans avoir jamais été ni nommé ni décrit durant la phase de décolonisation, est définitivement remisé dans les placards de la Géopolitique.

2.1.2 La mentalité nomade, obstacle à toute forme de revendication territoriale.

Dès lors, il me paraît important de s'interroger sur les raisons qui expliquent cette apathie dans le désir de territoire que l'on relève de manière récurrente de la part d'un peuple pourtant engagé dans la contestation des Etats sur lesquels il est distribué.

Elles tiennent en grande partie à la mentalité nomade, aux rapports particuliers qu'ils entretiennent avec les notions de territoire et d'état. Jadis bien sûr, mais encore de manière rémanente actuellement, rien n'est plus étranger à un nomade que tous les concepts normatifs qui fondent les relations internationales modernes. A celui de territoire sont associées les notions de frontières, qu'elles soient internationales ou administratives, et celles de droit du sol ou de l'eau, toutes reflétant un système juridique de « sédentaires ».

Or la mobilité et la flexibilité sont les deux conditions indispensables pour que le pastoralisme nomade se pérennise. De ce fait, une frontière, pour un pasteur nomade dont la seule limite spatiale a de temps immémoriaux été

¹⁸ Génération qui rassemblait, au début des années 80 des touaregs tant maliens que nigériens de la tranche d'âge 18-30 ans. Déclassés économiquement et désocialisés à la suite des sécheresses ils allèrent en Algérie et en Libye chercher des emplois. D'où leur surnom d'Ishumars, arabisation du vocable chômeurs.

¹⁹ CLAUDOT HAWAD Hélène, op cit.

l'horizon, est non seulement vide de sens politique mais constitue un non sens économique. Outre l'encagement intellectuel qu'elle génère, celle-ci déstabilise profondément ses modes opératoires économiques qui reposent pour l'essentiel sur des parcours traditionnels jadis transsahariens qui permettaient une exploitation extensive des pâturages mais dont on peut s'écarter en cas de pluies insuffisantes dans une zone donnée. Cette stratégie adaptative, impérative pour la survie dans ces étendues désertiques arides, ne peut s'accommoder d'une restriction de l'espace et d'un resserrement de celui-ci dans des frontières rigides et infranchissables.

Si les colonisateurs français avaient délimité l'espace par des tracés entre colonies souplement contrôlés, ceux-ci demeureraient relativement perméables. Mais avec la naissance des Etats indépendants et la transformation de ces limites administratives en frontières, renforcées par un quadrillage militaire intérieur consécutif aux rébellions, des coups sévères furent portés à cette nécessaire mobilité.

Par la suite, la mise en place de limites administratives internes, longtemps doublées d'une mise sous tutelle militaire de leurs espaces traditionnels d'implantation ont renforcé l'hostilité et la méfiance des populations nomades. Dans ces conditions, rien d'étonnant donc que toute forme de revendication territoriale qui clôt et borne l'espace soit aussi étrangère à la mentalité des touaregs.

L'autre facteur permettant d'expliquer l'inadaptation de ces populations à la nécessaire appropriation de l'espace, préalable à la formulation d'une revendication nationale tient à leur conception du droit du sol. Pour le nomade, la terre est considérée comme propriété commune à partager en usufruit alors que pour un sédentaire elle est essentiellement propriété privative.

Cette dernière conception, pour l'essentiel issue de la période coloniale et post- est aussi complètement étrangère à l'univers mental du nomade.

Il en va de même pour ce qui concerne l'eau. Les points d'eau qui structurent les terrains de parcours sont pour les nomades appropriés communautairement alors que chez les sédentaires, il existe une propriété privée voire privative de l'eau par rapport à la terre qu'elle peut irriguer.²⁰ Des règles d'usage (priorité d'usage pour le premier arrivé) ont articulé au fil du temps des codes de prééminence non miscibles aux normes juridiques et institutionnelles de l'appropriation de la terre propres aux sédentaires.

Bien que depuis la fin des années 70 la pression normative des états se soit renforcée et contraint nombre de nomades à évoluer vers le mode de pensée des sédentaires, beaucoup restent encore imperméables à leurs conceptions juridiques.

Enfin, dans tous les états issus de la décolonisation française, le jacobinisme centralisateur est consubstantiel à la notion d'état. Or comme il l'a été décrit précédemment la société touarègue s'articulait en confédérations à « géométrie variable », surplombées par un système politique souple, l'ettebel, fait de liens d'allégeances fluctuants, système non compatible avec cette tradition bien française.

Tout l'héritage conceptuel touareg assez flou de structuration organique d'un état s'est traduit par le fait que, lors des dernières négociations de paix au

²⁰ BOURGEOT André op cit p 413

Niger, il y avait presque autant de projets politiques (autonomie, décentralisation, indépendance, fédération ou confédération) qu'il y avait de mouvements rebelles ; cette variété reflétait plus à mon sens la genèse d'une réflexion politique que sa maturité, rendant en tout cas les négociations quelque peu délicates.

Qu'il s'agisse des Etats-nations post-coloniaux au Maghreb ou en Afrique subsaharienne, les seuls modèles de référence dans lesquels les Touaregs pouvaient mouler leurs aspirations étaient basés sur des conceptions juridiques européennes. Longtemps écartés ou rebelles à toute forme de scolarisation occidentale, rien d'étonnant donc que l'ensemble de cette société nomade n'ait jamais complètement assimilé toutes les implications en termes de territoire ou forme de l'Etat qu'induit tout projet politique moderne.

2.2 Une stratégie inadaptée : du mauvais usage de la fonction géopolitique de la langue

A défaut de projet clair, où l'adéquation entre ethnie et territoire serait strictement revendiquée, le combat politique touarègue passe par le vecteur linguistique avec, semble-t-il en postulat central « une langue, une nation ». Ainsi, les touaregs, comme d'autres peuples avant eux (corses, basques) ou minorités (québécois) pensent construire un destin autonome à partir de leur originalité linguistique.

2.2.1 Du postulat historiquement validé « Une nation une langue ».....

Pour légitime qu'elle puisse être, la démarche de vouloir arriver à un Etat-nation à partir d'une communauté linguistique homogène semble incertaine, l'expérience historique ayant assez régulièrement validé le postulat inverse : « une nation, une langue ».

En effet, le vécu européen de mise en place des Etats-nations apporte des éléments de réflexion à la question centrale du rapport entre nation et langue uniformisée : quel est, de ces deux éléments celui qui conditionne l'émergence de l'autre. Nombreux sont les spécialistes qui penchent pour l'idée que c'est la nation établie dans une assise territoriale définie qui pousse à l'émergence d'une langue nationale et non l'inverse, à savoir qu'une langue majoritaire sur un territoire donné en catalyse l'agrégation en nation, et devient ainsi langue nationale.

Comme le rappelle Anne Marie Thiesse, « l'idée de langue nationale est récente.....et a été forgée au XVIIIème siècle. La Révolution française, en instituant la nation comme communauté transcendant les différences de classes et les diversités régionales, la met en pratique²¹ ».

²¹ THIESSE Anne Marie, une langue, une nation, L'histoire n° 248 novembre 2000, p 50.

2.2.2 à l'hypothétique démarche « Une langue, une nation »

La démarche touarègue est inverse. La langue tamashäq qui reste le seul ciment social d'une société qui a perdu nombre de ses repères, est hypertrophiée pour résoudre la crise d'identité collective. Elle « mute » en instrument d'unification nationale et de revendication politique en vertu du principe énoncé précédemment : « une langue, une nation ».

Or comme le démontre A. Chauprade, si la langue est bel et bien un outil de construction de projets nationaux, encore faut-il que l'état soit déjà matérialisé dans des frontières. Cet universitaire rappelle que pour arriver de l'ethnie ou du peuple différencié linguistiquement jusqu'à l'état-nation un long travail politique est nécessaire. Long travail politique qui doit, par la coopération entre toutes les couches de la société, mettre celle-ci en mouvement.

A l'appui de ce constat, les exemples italien²² et magyar²³ nous renseignent sur le rôle qui peut être celui des intellectuels dans la valorisation de la conscience nationale certes mais aussi, et souvent, dans leur participation directe aux combats pour l'indépendance nationale.

Dans le cas des Touaregs, il semblerait que, lors des événements du début des années 90 les grandes voix de la conscience touarègue aient été quelque peu isolées et que ce sont, si l'on en juge par le florilège de poèmes qu'a recueillis Bourgeot, les combattants qui se soient auto-investis d'une partie de ce travail de « conscientisation » de la société.

2.3 D'une mobilisation globale de la société avortée.

La nécessité d'une stratégie globale, d'une distribution des rôles entre politiques, combattants, intellectuels fût l'un des objectifs politiques que s'était fixés le mouvement de rébellion qui naquit à la fin des années 80 au sein des « ishumars » et qui déboucha, début 1990 au Niger et au Mali sur des révoltes armées.

D'après l'un des rebelles, depuis le début des années 1980, il y a eu un mouvement très important de renaissance, un réseau politique qui travaillait pour « conscientiser » les gens.... « Depuis 82, on a beaucoup dit sur le choix du jour J et de la stratégie à adopter. Fallait-il commencer par le Niger et ensuite le Mali, ou embraser tout le pays en même temps. Est ce qu'on est assez entraîné, en nombre suffisant ?²⁴ ».

Toutes les questions essentielles sont posées, une stratégie adoptée : « pour ceux qui travaillaient et gagnaient de l'argent, cet argent devait être mis dans des caisses, allait servir à l'achat des armes, des moyens, des voitures.....Pour ceux qui étaient à l'école, il fallait qu'ils continuent à étudier parce que de toute façon on aurait besoin d'eux, plus tard²⁵ ».

²² Niccola Tommasseo, qui a publié une anthologie de chants populaires et un grand dictionnaire de la langue italienne, a été un combattant de la révolution de 1848 à Venise. THIESSE Anne Marie article cité.

²³ Sandor Petöfi dont le chant 'debout magyar est le signal de la révolution hongroise de 1848 est tué au combat. THIESSE Anne Marie, article cité.

²⁴ CLAUDOT HAWAD Hélène, op. cit, p112, 113

²⁵ CLAUDOT-HAWAD op cit p 112, 113

2.3.1 La trahison des clercs.

Cette mobilisation de toutes les couches sociales, cette répartition des rôles participe d'une démarche globale, rationnelle et fédératrice. Pour autant, rapidement la belle unité éclate tant du fait du jeu des états qui sera détaillé ultérieurement que par le fait de rivalités de personnes ou de stratégies individuelles.

Le même témoin en détaille les raisons : « les dirigeants politiques touaregs n'étaient pas avec nous²⁶, ils étaient à Tripoli ». La césure entre politiques et combattants se traduira, au moment des négociations avec les Etats malien et nigérien par la « trahison des clercs » : « en fait les gens qui ont négocié n'étaient pas porteurs d'un projet de société qui émanait de la société elle-même, projet que défendaient les combattants. Il aurait peut-être mieux valu laisser les chefs politico militaires à la fois combattre et négocier²⁷ ».

2.3.2 Les limites des stratégies militaires

Au plan strictement opérationnel, militaire, il semblerait que les Touaregs, hommes de tradition guerrière s'il en est n'ont jamais su trouver dans leurs rangs de véritables stratégies capables de conceptualiser des opérations coordonnées entre régions. En témoigne le fait que sur la scène de la rébellion, aucun des différents chefs de guerre locaux ne s'est durablement imposé à ses pairs comme ce fût le cas, sur la scène afghane par exemple avec Massoud ou Hekmatyar.

Lors des révoltes de 63, dans l'Adagh malien, P. Boiley ne laisse pas de s'étonner de l'impréparation, et des erreurs stratégiques commises par les leaders de la rébellion : « sans projet politique, sans base arrière²⁸ et sans capacités militaires modernes, cette rébellion était vouée à l'échec et fût réprimée brutalement²⁹ ».

Quant aux observateurs qui pourraient voire dans le synchronisme, entre crises nigérienne puis malienne au printemps 90 la manifestation d'une tentative de coordination entre « théâtres », les analystes insistent sur l'absence d'unité de ces insurrections faussement jumelles, obéissant à des logiques distinctes³⁰. Tant pis pour ceux qui croyaient encore à une possible concertation.

Récemment, si la bravoure et les qualités tactiques des chefs de terrain leur ont permis d'enregistrer d'indéniables succès, ceux-ci sont restés sans lendemain au plan des théâtres régionaux et à fortiori nationaux, laissant aux armées nationales le temps de souffler.

²⁶ nous c-à-d les soldats entraînés dans les camps libyens

²⁷ CLAUDOT HAWAD, op cit p 117

²⁸ Pour H COUTEAU BEGUARIE Hervé, une guerilla sans bases arrières est vouée à l'échec

²⁹ BOILEY Pierre, Aux origines des conflits dans les zones touaregues et maures Relations internationales et stratégies automne 96 p 103

³⁰ BALANCIE jean Marc, De LA GRANGE Arnaud Mondes rebelles, acteurs, conflits et violences politiques T1 Editions Michalon p 233.

2.3.3 L'indifférence du peuple

En termes de « masse de manœuvre », c'est-à-dire en nombre de combattants engagés, on ne peut que noter une érosion des capacités de mobilisation touarègues.

Pour preuve, contre la progression des troupes coloniales françaises au début du siècle, Firhoun était en mesure de lever « des milliers d'hommes » sous son commandement unique. Quelques 70 ans plus tard, on ne comptait plus que quelques 2200 rebelles touaregs maliens sous quatre commandements. La situation étant sensiblement identique pour le Niger où les accrochages qui étaient fréquents d'octobre 91 à octobre 94, n'étaient le fait que « d'escouades » face à des patrouilles de l'armée.

La conclusion qui s'impose est que la société touarègue est de moins en moins militarisée et impliquée dans la lutte armée. En incidente, elle pourrait être que, sans stratégie adaptée, les dirigeants tant politiques que militaires n'incarnent pas vraiment un projet collectif mais se mobilisent d'avantage selon des dynamiques individuelles.

2.4 Une société mutante

2.4.1 plus homogène mais émiettée.

La difficulté à mobiliser la société tient probablement au fait que celle-ci est engagée, depuis le début du XXème et de manière continue dans une importante déstructuration qui s'est accélérée lors des « Trente calamiteuses » et qui l'a rendue plus homogène socialement et économiquement mais parcellisée au sens où les solidarités se sont distendues.

Traditionnellement, nomadisme, pastoralisme et organisation féodale constituaient la colonne vertébrale de la société touarègue. L'organisation féodale, mise à mal par la colonisation française, a été définitivement ébranlée par l'introduction de la modernité après les années 80 ; le nomadisme s'est grippé lors de la mise en place des frontières nationales dans les années 60 tandis que le pastoralisme a subi deux périodes de sécheresse qui lui ont porté un coup fatal.

Au plan interne, la stabilité de l'organisation féodale telle que décrite précédemment a tout d'abord été mise à mal par la politique menée par l'administration coloniale française à la suite des révoltes de 1916 et 1917. S'attaquant au système de castes, elle fit éclater les structures hiérarchiques et affaiblit l'aristocratie guerrière: « tous les imrad (tributaires) se sont détachés des ihaggaren (aristocrates). Nous avons favorisé l'éclosion de ces tribus distinctes. A cela s'ajoute la décision de séparer les bellas (esclaves) de leurs

*maîtres, désireux seulement d'échapper à toute autorité et jouer au Touareg*³¹ ».

La deuxième fissure dans l'édifice social apparaît lorsque, à la fin de la décolonisation, le système esclavagiste qui était bon an mal an arrivé à perdurer jusqu'à cette époque disparaît sous la pression de la modernité. La classe des aristocrates y perd au passage l'un de ses principaux privilèges statutaires.

Ainsi, en quelques dizaines d'années, la société touarègue, avec une classe d'aristocrates affaiblis et une classe d'esclaves abolie perd en différenciations et devient beaucoup plus homogène dans sa structure verticale.

La société a ensuite été fragilisée dans ses structures horizontales les plus intimes que sont les cellules familiales élargies et les réseaux de solidarité claniques par la « diasporaïsation » consécutive aux deux sécheresses qu'a connues la région saharo-sahélienne et aux déplacements des populations nomades en raison de l'insécurité qui a longtemps régné dans le nord du Mali et du Niger. Les familles touarègues ont été éclatées : femmes, enfants et vieillards ghettoïsés dans les bidonvilles des faubourgs des grandes villes, hommes mûrs et jeunes générations mâles en quête de travail dans les pays limitrophes. Comme la situation perdurait, est apparu un nouveau phénomène : la rupture des pratiques endogamiques pour la constitution de nouvelles familles. Les jeunes filles des ghettos cherchaient des alliances hors du champ traditionnel de leur tribu (fonctionnaires ou responsables d'autres ethnies) alors que le mélange des origines, non seulement ethniques mais encore nationales dans les camps de réfugiés algériens ou libyens a aussi poussé d'une certaine façon à l'abandon des règles de l'endogamie³².

Alors que le nomadisme a, on l'a vu précédemment été mis à mal par les bornages frontaliers et les maillages administratifs de plus en plus rigides, les bases du pastoralisme ont quant à elles été durablement ébranlées par les deux désastres écologiques que furent les périodes de sécheresses de 1973-74 et 1984. elles provoquèrent la perte d'une grande partie du cheptel nomade, non pas tant par manque d'eau que par la raréfaction des pâturages qui s'ensuivît. Avec la disparition de leurs bêtes, s'effondrait irrémédiablement l'économie traditionnelle touarègue.

La conjonction de ces chocs historiques (colonisation, indépendance), écologiques (sécheresses) a poussé ces nomades à une mue identitaire irréversible.

2.4.2 La transhumance identitaire vers la modernité et la sédentarisation.

En raison des transformations sociétales et économiques qu'elle a subies à son corps défendant, la société touarègue s'est nolens volens engagée dans une transhumance identitaire vers la modernité et la sédentarisation.

³¹ BOURGEOT André, article cité p 4

³² BOURGEOT André, op cit p 4 3 4

Si l'islam compte cinq piliers, la targuïté en compte quatre : le chameau, le voile, le glaive et la langue qui sont désormais sans assises.

Animal de bât, de guerre et de prestige, source multiforme de nourriture le chameau est désormais remis en question dans chacune de ces fonctions: par le camion pour le transport de charges, par les 4x4 japonais pour le raid éclair. Quant au prestige lié à la possession d'un tel animal, il n'en subsiste plus qu'un avatar abâtardi sous la forme du tourisme chamelier.

Le glaive, arme de guerre et symbole de la militarisation de la société touarègue est désormais remplacé par la Kalachnikov. Sa fonction symbolique s'est là aussi dégradée : d'instrument discriminant de la caste des aristocrates guerriers, il s'est vulgarisé comme instrument de parade dans la « panoplie du touareg pour touristes » ou comme instrument de la razzia nouvelle vague, celle au cours de laquelle on détrousse les voyageurs imprudents .

Le voile de tête avait jadis une fonction éminemment initiatique: la prise de voile marquait le passage de l'état d'adolescent à celui d'adulte pour les garçons. Il concernait directement le rapport au père, aux ancêtres masculins incarnant ainsi une identité généalogique très forte émotionnellement et affectivement³³. Le voile, qui avait ainsi une valeur interne, apparaît plus dorénavant sous l'effet de pressions extérieures comme un symbole unificateur et discriminant par rapport aux autres peuples. En outre, les combattants ont introduit une nouvelle façon de porter le voile, identique à celle des membres du front polissario en signe de leur résistance.

La langue tamashâq a elle aussi traduit à sa manière cette déperdition de sens. Le lien forgé par la tradition entre signifiant et signifié a perdu en pouvoir d'évocation (par exemple désignation d'une caste sociale par l'animal qui lui est associé) tandis que se forgeait d'autres associations (politisation du champ sémantique).

La « migration identitaire » s'est doublée d'un phénomène assez général de sédentarisation. Il faut en la matière faire la distinction entre « sédentarisation positive » qui marque l'aboutissement d'une politique volontariste des états (Algérie depuis Boumediène, Mali et Niger depuis le milieu des années 90) visant à l'intégration sur le long terme et l'assimilation définitive des nomades dans le monde des sédentaires³⁴ de la « sédentarisation négative » qui n'avait pour objectif que la soumission effective et massive des populations touarègues par l'arme de la faim, mise en œuvre assez systématiquement dans les camps de réfugiés au cours des années 80³⁵ en Afrique subsaharienne. Cette approche, qui ne pouvait qu'échouer car elle condamnait les réfugiés à toujours plus de pauvreté, fût dénoncée par les ONG et organisations internationales. Courant le risque de voir se tarir l'aide internationale, les états mirent fin aux détournements qui entretenaient cette « mécanique à exclure ».

³³ BOURGEOT andré, op cit, p 428

³⁴ Les signes les plus visibles de la réussite de cette approche ont été l'apparition d'une petite bourgeoisie urbaine, artisanale et commerçante et l'adhésion des nomades à de nombreux projets agricoles

³⁵ DECRAENE philippe, Quelques éléments de réflexion sur la révolte des touaregs Esope n° 484 p 6

Pour l'ensemble des raisons évoquées précédemment, l'on ne saurait en conclusion qualifier les touaregs du vocable d'acteurs géopolitiques. Il n'en demeure pas moins qu'ils furent de tous temps, un instrument géopolitique majeur dans le Grand jeu des Etats.

3 LES TOUAREGS, INSTRUMENTS DE GEOPOLITIQUES TRANSNATIONALES.

Avant d'envisager la façon dont l'Algérie et la Libye, deux états en mal de reconnaissance régionale se sont servis de la cause touarègue pour tenter de mener à bien leurs intérêts de puissance sans mettre en péril leur stabilité intérieure, et d'esquisser, en regard, la façon dont la France s'est positionnée pour stabiliser cette région et préserver ses propres intérêts, il me paraît important de jeter un éclairage rapide sur ce désert saharo-sahélien car parler de géopolitique sans dire un mot sur le milieu physique dans lequel se déroule la dramaturgie serait impardonnable. Le constat qui s'impose est qu'au cours des cinq dernières décennies, le désert a acquis une dimension géopolitique qu'il n'avait pas auparavant.

Avant la décolonisation, le Sahara constituait un espace dénué d'intérêt, si ce n'est qu'il assurait la transition entre deux espaces de colonisation, l'un bordant la Méditerranée, tourné vers le grand large et l'Europe et l'autre, au cœur de l'Afrique et tourné vers l'intérieur.

A ce titre, il assumait cette fonction de « zone de séparation »³⁶ que recense A. Chauprade, abandonné en usufruit aux nomades guerriers et musulmans, tuteurs des savanes africaines du Sénégal au Nil. Ces commerçants maillèrent ce vide géographique d'un réseau de pistes transsahariennes qui, de Tombouctou à Tripoli et d'Agadès à Benghazi assuraient l'acheminement de l'or, du sel et des esclaves en échange de cotonnades anglaises et armes européennes.

Jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle donc, seuls la présence et l'activité commerciale des nomades donnaient une ébauche de sens à cet espace minéral, rebelle à toute assimilation humaine.

Mais à compter des années 60, ce « désert inutile »³⁷ acquiert une autonomie de sens, et passe du néant géopolitique au trop-plein, rendant par la même la présence des nomades gênante, pour ne pas dire superflue. Le désert devient stratégique au sens premier du terme, d'abord pour la conduite des essais nucléaires français ou l'acquisition de notre indépendance énergétique. Morcelé par les indépendances, il s'avère ensuite profondeur stratégique pour les fragiles états malien et nigérien ; il se transforme bientôt en bassin d'épanchement démographique pour les nationalistes algériens, en réceptacle du mythe unitaire libyen pour un bouillant colonel bédouin ; et pour tous, et ce largement au-delà de ces acteurs locaux, il s'avère formidable coffre-fort de richesses minérales et pétrolières qui attirent toutes les convoitises.

Si l'on écarte pour la clarté du propos les nouveaux venus dans ces confins sahariens (Etats-Unis, certains pays du Proche et Moyen Orient) trois états ont tissé une partie de leur destin national avec celui du désert saharien :

³⁶ CHAUPRADE Aymeric, op cit, p 91

³⁷ Le Sahara est distribué sur plusieurs états nations qui le considèrent longtemps comme un espace inutile.

la France, l'Algérie et la Libye. Nous verrons quelles furent certaines des lignes de force de ces trois pays et comment les Touaregs furent associés à ces dynamiques « contre leur gré ».

3.1 Entre mépris et passion, les relations ambiguës de la France à l'égard des Touaregs.

Dès la période coloniale, tant pour asseoir sa présence, maintenir son influence politique que pour préserver ses intérêts économiques dans la région, la France a entretenu avec les Touaregs des relations paradoxales, balançant entre bienveillance intéressée et lâchage cynique.

3.1.1 Des Touaregs, supplétifs de la politique extérieure de la France en Afrique.

Alors que les grandes puissances coloniales sont en compétition féroce (Turcs et Italiens à l'est, Français et Anglais au sud) pour leurs zones d'influence politique respectives, la France, qui a longtemps ferraillé dur contre les Touaregs pour pénétrer le Sahara³⁸ joue ensuite cette carte pour contrôler un espace largement au-dessus de ses capacités militaires propres.

Elle met ainsi en place, dès 1904, un amenokal tenu « bride courte », Musa ag Amastan dont l'autorité s'étendait largement au-delà des membres de sa propre confédération des Kel Ahaggar. En dépit des rébellions de Firhoun et Kaosen, la France coloniale exercera ainsi par son truchement à compter des années 1920-1930 un contrôle total sur les Touaregs. En leur sous traitant la gestion de l'espace désertique par l'intermédiaire de leurs assujettis ou protégés, la France pérennise, dans l'entre deux-guerres et au-delà sa présence dans des territoires qui lui ont été définitivement attribués à partir de la 1^{ère} Guerre mondiale.

3.1.2 L'OCRS : le reniement de la promesse donnée.

Lorsqu'il fût question de découpages frontaliers et avant d'être arrêté dans sa répartition actuelle, le Sahara a fait de la part de la France l'objet de divers projets confinant à de véritables « tripatouillages administratifs ».

Au début des années 50, il est prévu un découpage du territoire en 5 zones³⁹ mais le projet, en raison de « l'incohérence d'un tel démembrement » (sic) est abandonné pour celui d'un territoire d'outre-mer unifié placé sous le haut commandement de la République. Le projet avorte en raison du début de

³⁸ 1881, massacre de la mission Flatters, 1893 : 1893 : occupation de Tombouctou ; 1899 ; prise de l'oasis In Salah par T. Pein ; 1902, défaite touaregue à la bataille de Tit ; 1904, ralliement de l'amenokal Moussa ag Amastane à la France.

³⁹ Deux zones limitrophes du Maroc et de la Tunisie, trois territoires dépendant des gouvernements généraux de l'Algérie, de l'AOF et de l'AEF.

la guerre d'Algérie mais il renaît sous la forme de l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) en 1957 projet conçu au nom d'une certaine cohérence humaine puisqu'il aurait regroupé toutes les populations sahariennes et sahéliennes dans une entité géographique unifiée.

La vraie raison est pourtant tout autre, il s'agit à l'époque d'exercer une forme de chantage sur l'Algérie pour l'amener à accepter le maintien de la présence française sur son territoire après l'indépendance

Ayant obtenu ce qu'elle voulait côté Maghreb, la France fait litière des espoirs qu'elle avait fait naître au sein des populations nomades d'autant plus facilement que pour conserver la main mise sur les états nations à venir en Afrique noire il pouvait être opportun d'y introduire d'emblée des facteurs potentiels de dissension en vertu du principe machaviélien « diviser pour régner ». En collant artificiellement deux univers antagonistes, un nord arabo musulman et un sud noir, animiste et en partie chrétien, la France qui n'avait que formellement renoncé à ses colonies, espérait continuer à régner dans les faits en tentant sans relâche de réconcilier ces deux entités.

3.1.3 La France et les Touaregs dans la nouvelle donne internationale.

Face à tous les conflits territoriaux actuels en Afrique, la France affiche désormais une position très ferme car elle se sent garante de l'intégrité des états qu'elle a décolonisés et contribué à créer. Principal partenaire économique et bailleur de fonds de Bamako et de Niamey, Paris met donc maintenant tout son poids dans la balance pour éviter que ces deux partenaires ne soient déstabilisés de l'intérieur par des crises, dont celle des Touaregs.

Par ailleurs, compte tenu des accords de défense qui la lient au Mali et au Niger, la politique de la France est d'empêcher que l'Afrique du nord, tirant parti de l'irréductibilité touareg ne déborde, par des menées subversives, sur l'Afrique subsaharienne: « Le Maghreb ne doit être ni ennemi ni trop grand frère de son voisin africain⁴⁰ ».

A cette approche géopolitique idéaliste, mêlant devoir de mémoire et volonté humaniste de promotion de la stabilité et de la paix en Afrique, se superpose une approche beaucoup plus pragmatique et économique: le Niger compte sur son sol les mines d'uranium d'Arlit qui fournissent une bonne partie du minerai qui est brûlé dans les centrales nucléaires françaises et d'importants gisements pétroliers ont été découverts dans le nord du pays. Autant de bonnes raisons qui justifieraient, à elles seules, l'empressement français à contribuer à la stabilité du nord Niger.

Aussi pour arriver à dénouer les crises nomades, la France a multiplié ses efforts de conciliation en activant diplomatie et services secrets au point que C. Silberzahn parle de son service comme d'un outil de guerre secrète mais aussi de paix secrète.⁴¹

⁴⁰ SILBERZAHN Claude, Au cœur du secret , 1500 jours aux commandes de la DGSE Fayard 1995 p 214

⁴¹ SILBERZAHN Claude, op cit p 234

Paris, par les multiples contacts qu'il entretient dans les milieux touaregs, au point d'être parfois accusé de « touarèguophilie », a servi de médiateur entre les autorités nationales maliennes ou nigériennes et les fronts touaregs en poussant sur le devant de la scène les éléments les plus ouverts au dialogue.

Cette volonté étatique française à trouver une solution négociée, compliquée du fait de la multiplicité des mouvements rebelles, du manque d'unité au sein des équipes de négociateurs gouvernementaux africains⁴² a de surcroît été miné par l'ingérence dans ces dossiers de médiateurs infra-étatiques français misant sur leurs propres réseaux et relais touaregs.

Ainsi en fût-il d' E. Pisani au Mali dont les efforts de médiation ont placé l'Algérie en position d'arbitre dans l'Afrique subsaharienne et dont le geste trop médiatique a ruiné le dossier touarègue malien.⁴³

Ainsi en fût-il de la récupération de Mano Dayak, que les services secrets français avaient choisi initialement comme vecteur de leur projet de paix avant que le dossier, à leur grand dam, ne leur échappe La suite est moins transparente: nécessité faisant loi, Mano Dayak, faiseur de paix touareg⁴⁴ a semble-t-il changé de « sponsor » : en 1995 on le retrouve relais d'une politique qui n'a peut-être pas tous les « certificats de conformité étatique »⁴⁵.

Actuellement, la France continue de « suivre » les dossiers nomades au Mali et Niger pour éviter qu'Alger ou Tripoli n'en accaparent l'exclusive. Ces deux capitales poursuivent depuis longtemps une politique de négation de l'influence politique et culturelle de la France et veulent, l'une et l'autre s'affirmer en tant que puissance régionale. Pour ce faire, la Libye et à un degré moindre l'Algérie ont vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne de réelles politiques concurrentes de long terme, coordonnées et globales qui s'inscrivent dans la rivalité idéologique traditionnelle entre panarabisme révolutionnaire libyen et une certaine forme de panislamisme algérien. Dans les deux cas, les Touaregs en sont, à leur détriment devenus les vecteurs. Le sommet de Djanet, en septembre 90 illustre à lui seul la façon dont les états (Algérie, Libye, Mali et Niger) ont tenté de régler, entre « amis » le problème.

3.2 L'Algérie, entre tentation hégémonique et crainte de contamination extérieure.

3.2.1 Nomades des villes ou des pâtures, des touaregs algériens sédentarisés et assimilés.

Depuis l'accession à l'indépendance et afin d'affirmer son identité nationale, la conquête du désert, longtemps exclu du Maghreb algérien « utile » est progressivement devenu un enjeu capital pour Alger.

⁴² description des acteurs dans les combattants de nulle part, Jeune Afrique du 3 août 1994, p 20-24

⁴³ Silberzahn Claude op cit p 231

⁴⁴ Responsable du Front de libération Temoust qui fédère plusieurs organisations touarègues au sein de la Coordination de la résistance armée

⁴⁵ Pour plus de détails, se reporter VERSCHAVE F. X. Noir silence Les arènes juin 2000 p 414.

Il est d'abord apparu comme une prodigieuse réserve foncière agricole qui permettrait de réduire la dépendance alimentaire du pays, principale arme économique des pays développés. Grâce aux plans volontaristes de la révolution agraire dont la troisième phase fût consacrée au pastoralisme nomade, des fermes d'élevage et de nouveaux jardins maraîchers à vocation de marchés furent créés grâce à l'introduction de motos pompes qui doublèrent les terres agricoles sahariennes par l'exploitation des potentialités hydriques du sous-sol désertique.

Il s'est confirmé comme réservoir énergétique, par la richesse du bassin d'hydrocarbures d'hassi messaoud découvert en 56 et par la manne gazière d'hassi mel. A partir de ces bases de départ, les oléoducs et gazoducs n'ont cessé de progresser vers le sud à mesure que les forages ont révélé de nouveaux sites. Les richesses minières ont généré de nouvelles transhumances, celles de mineurs qui ont remplacé celles des chameliers : des mines de fer de Gara djebilet près de tindouf, aux réserves à profusion de métaux rares (manganèse, or uranium) dans l'ahaggar, les territoires traditionnels nomades ont été mis sous le contrôle de l'état algérien.

Il est enfin devenu bassin d'expansion démographique. La nature ayant horreur du vide, les espaces désertiques sont sujets au déversement de trop-pleins démographiques⁴⁶, tel est l'un des principes géopolitiques auquel n'a pas échappé le Sahara. Pour contrebalancer la surpopulation du nord, l'état algérien s'est lancé dans une politique de rééquilibrage démographique par le biais d'une urbanisation effrénée. Administrations, écoles et hôpitaux ont créé les noyaux de pôles d'ancrages urbains attirant tant les sédentaires du nord que les nomades du sud.

Au fil des décennies de ce maillage territorial renforcé par des plans spéciaux de développement, les groupes humains ont été fixés dans les villes dont certaines à proximité des frontières pour marquer de manière indélébile l'héritage territorial colonial afin d'éviter toute contestation éventuelle.

Les quelques dizaines de milliers de kel Ahaggar et kel Ajjer nomadisant que comptait l'Algérie dans les années 50 ont été assimilés et ne posent plus guère de problèmes à un état centralisé fortement militarisé qui, au-delà de la force a su mettre en œuvre des alternatives économiques et sociales pertinentes pour les sédentariser. A l'état pur, les nomades touaregs ne comptent plus que quelques milliers d'individus⁴⁷. Si l'aménokal défend toujours les intérêts spécifiques de ses corréligionnaires, il est désormais avant tout « représentant du peuple ».

A la campagne, le nomade est devenu paysan, mais paysan itinérant accroché aux rubans d'asphalte. Ces artères de vie le sont aussi pour les nouveaux nomades éleveurs, rarement propriétaires de leurs troupeaux et pour qui il est préférable de se fixer à proximité d'une axe routier fréquenté plutôt qu'en bordure de secteurs bien pourvus en eau et pâturages. La composition

⁴⁶ CUAUPRADE A. op cit p 94

⁴⁷ BISSON Jean, article Le Sahara dans le développement des Etats maghrébins Monde arabe Maghreb Machrek n° 135 jan mar 92, p 79-84

de leurs troupeaux a évolué, le chameau y joue un rôle de moins en moins grand. Enfin le nomade est devenu camionneur, impliqué dans le trafic de nouveaux produits (licites et illicites) et contesté dans cette fonction par de nouveaux réseaux (libanais en particulier⁴⁸)

A la ville, le touareg sédentarisé jouit du revenus fixe des emplois salariés dans les champs pétroliers ou gazières, a été recruté dans l'armée et les administrations. Le tourisme chamelier, le gardiennage privé et les activités manuelles lui recréent trompeusement les anciennes hiérarchies sociales version sédentarisée.

Pour Bourgeot, il est désormais plus pertinent de parler d'algérien touareg que de kel ahaggar ou kel Ajjer algérien.

3.2.2 Des réfugiés touaregs maliens ballottés au gré des impératifs de sécurité intérieure algérienne.

Partageant quelques 6700 km de frontières avec le Mali, presque autant avec le Niger, l'Algérie a de tous temps indépendants voulu sécuriser son flanc sud en le protégeant des turbulences irrédentistes touarègues tant internes qu'externes. Pour des impératifs de sécurité intérieure, Alger a piloté cette question à vue, prenant tour à tour ses distances avec les rebelles et réfugiés touaregs chaque fois que le centre se sentait faible, les soutenant en période de confiance. Alger n'hésite alors pas à porter ombrage à la souveraineté de ses voisins subsahariens en s'affichant comme le protecteur de populations partageant une communauté d'origine avec les arabes algériens.

Au sortir de l'indépendance, l'état algérien encore fragile a eu une attitude sans équivoque. Craignant que l'esprit de rébellion des kel Adrar maliens ne contamine ses propres populations nomades, Alger a collaboré avec Bamako pour l'aider à mater sa dissidence.

Il n'en a plus été de même au cours des années 80. Affermie dans son territoire, l'Algérie a accueilli les rebelles maliens qui cherchaient du travail à Tamanrasset, Djanet ou Aïn guezem ou trouvaient refuge dans les camps. Comme le dit l'un d'entre eux, « l'Algérie essayait de contrôler cela pour diverses raisons...les Algériens étaient prêts à nous aider, mais à condition que l'on rompe avec la Libye »⁴⁹.

Nouveau changement de cap à compter des années 90 en raison du pourrissement du climat qui s'installe en Algérie avec l'apparition durable de courants politiques et mouvements armés islamistes. Plus question dans ces conditions de risquer une surcontamination en pérennisant la présence de camps de réfugiés, propices à l'endoctrinement idéologique ou dans lesquels pourraient se fondre toutes sortes de rebelles. Les craintes algériennes étaient assez légitimement fondées car des connexions entre maquis islamistes algériens et fronts armés touaregs devenaient avérés par le biais de fournisseurs d'armes qu'ils partageaient en commun.

⁴⁸ BISSON Claude, le Sahara maghrébin, nouveau pôle de développement Maghreb Machrek n°134 oct déc 1991, p 7 et suivantes

⁴⁹ CLAUDOT-HAWAD op cit p 120

La diplomatie algérienne s'avère particulièrement active et efficace. C'est grâce aux efforts du MAE Brahimi que les touaregs acceptèrent les termes du Pacte national du 11 avril 92 et c'est tout naturellement à Tamanrasset et Alger que se règlent, en avril et mai 94, les modalités du retour des quelques 160 000 touaregs maliens réfugiés en Algérie.

De la même façon, la diplomatie algérienne s'est montrée entreprenante dans la médiation tripartite qui a permis le règlement de la crise au Niger au cours de l'année 95. Mais moins concernée cette fois-ci que la Libye par le problème des réfugiés, Alger, Janus à deux faces menait très officiellement ses médiations en soutenant très activement certains fronts (FLAA ou MRLNN).

3.3 La Libye: faux pompier, vrai pyromane.

Pays au pouvoir central fort et militarisé comme l'Algérie, la Libye a rapidement mis au pas sa petite communauté touarègue vivant dans le Fezzan. Assuré que l'ordre régnait chez lui, le colonel Kadhafi a par la suite pu donner libre cours à son militantisme révolutionnaire et à son désir d'élever son pays au rang de puissance régionale sur une portion de l'Afrique: Sahara occidental, Niger, Tchad, voire plus profondément Burkina-Faso, au besoin en échafaudant des stratégies d'annexion indirecte des régions nord du Niger.

Cette volonté d'expansion libyenne s'enracine vraisemblablement dans la mentalité spécifique des bédouins, mentalité forgée par le mythe unitaire que suscite le désert : par nature expansif, le désert fascine les hommes et nourrit chez eux des forces de poussée. Le désert engendre un mythe unitaire qui tend à remettre en cause les frontières établies des états ; il constitue donc un facteur de conflictualité⁵⁰.

3.3.1 Les « malgré nous » de la Légion islamique.

Le militantisme panarabe révolutionnaire du président libyen, qui aime à se présenter comme le leader des arabes, et à ce titre, comme le protecteur naturel des touaregs, est formalisé en 1979, à Ouargla en Algérie, par un appel à la création des États-Unis sahariens. Cette déclaration trouve un écho assez grand chez les Kel Tamashāq de la diaspora, en particulier au sein des ishumars, réfugiés économiques maliens ou nigériens et au sein des réfugiés politiques nigériens à la suite du coup d'état manqué contre le président Kountché en 76. Les uns et les autres s'enrôlent de confiance en nombre dans les casernes libyennes⁵¹ pour y recevoir une formation militaire encadrée par un contrat moral passé avec les libyens, la finalité de l'engagement de tous ces touarègues étant la libération de leur pays⁵².

Forts de la logistique et formation libyennes, les touaregs par les raids qu'ils lancent au cours des années 80⁵³ entretiennent, dans le nord Niger un

⁵⁰ A. CHAUPRADE A. op cit p 91

⁵¹ Caserne du 2 Mars cf OUAZANI Chérif, Moi Ali, légionnaire chez Kadhafi, Jeune Afrique n° 1841 du 17 avril 1996, p 30,31

⁵² CLAUDOT HAWAD Hélène op cit p 112

⁵³ Attaque de Tchén Tabaraden pour la première fois en 85, rébellions sporadiques en 89-90.

climat d'insécurité qui pèse lourdement sur la politique intérieure de ce pays au point d'amener le nouveau président Ali Seybou à négocier en 89, le retour des exilés ishumars, sans que les principaux intéressés soient consultés et sans que leur retour n'ait été réellement bien planifié.

Ceux-ci se sentent définitivement trahis⁵⁴ d'autant que la Libye avait, au cours des années précédentes, dévoilé ses réelles intentions en engageant les combattants touaregs au sein de la Légion islamique sur des théâtres d'opérations et dans des causes fort éloignées des leurs : participation au conflit tchadien contre l'agression de la France⁵⁵, ou au conflit libanais, ce qui provoquât la rupture⁵⁶.

Troupe de manœuvre pour le rayonnement de la Libye dans le monde arabe, les touaregs prennent conscience qu'ils le sont aussi pour les visées hégémoniques libyennes en Afrique, avec une priorité évidente sur le Niger. En la matière, les Libyens utilisaient la métaphore « des deux seaux lourds que l'on ne peut pas porter à la fois », et qui traduite en termes géopolitiques signifiait commençons par le Niger, ensuite on reviendra au Mali⁵⁷.

Au tournant des années 90, du fait de la normalisation de façade de ses rapports avec Niamey, Tripoli joue les messieurs bons offices dans les négociations qui ont lieu dans le cadre du processus global de Conférence nationale entre gouvernement et Touaregs du nord mais n'en continue pas moins à leur apporter un soutien plus feutré. Dans le même temps, n'ayant pas abandonné sa volonté de digérer le nord Niger, Kadhafi joue de l'autre fer qu'il avait au feu en misant cette fois-ci sur le Burkina-Faso où sont, là aussi, réfugiés des Touaregs.

3.3.2 La Libye s'allie au Burkina-Faso pour prendre le Niger à front renversé.

Débouté dans son projet d'unité arabe, le Colonel Kadhafi a dans ses cartons un nouveau projet africain. En atteste le sommet de Syrte auquel il convie 45 chefs d'Etats africains durant l'été 1999 et la création, peu avant, de la Communauté du Sahel et des états sahariens (COMESA) rassemblant de droit le Soudan, le Tchad, le Niger et assez curieusement le Burkina Faso. Autre signe de l'importance que revêt ce pays dans cette organisation, le secrétaire général en est l'ancien ambassadeur de la Libye à Ouagadougou.⁵⁸

L'axe Tripoli-Ouagadougou pourrait s'être mis en place il y a une dizaine d'années. La Libye entretient en effet avec ce pays, depuis l'arrivée au pouvoir du président Campaoré une intense activité diplomatique et lui apporte une aide financière et économique significative. Les bénéfices que pourrait en tirer Kadhafi pourraient être géopolitiques, en l'occurrence la prise de revers du Niger. Dans ce scénario, les réfugiés touaregs ont aussi eu un rôle à jouer.

Au tournant des années 80-90, se produisaient, à partir du Burkina Faso des incursions de réfugiés touaregs dans le sud Niger. L'objectif était vraisemblablement de créer une insécurité pouvant déstabiliser le pouvoir

⁵⁴ CLAUDOT-HAWAD Hélène, op cit p 114

⁵⁵ OUAZANI Chérif, article cité

⁵⁶ CLAUDOT-HAWAD op cit p 114

⁵⁷ CLAUDOT-HAWAD op cit p114.

⁵⁸ VERSCHAVE F. X op cit p 349, 350

central et pousser au délitement administratif du pays. Cette manœuvre n'a pour autant pas donné de résultats probants.

Libye et Burkina-Faso, dans le cadre d'une recomposition espérée des zones d'influence politique et économique en Afrique ont aussi essayé de tirer parti des Touaregs par le biais d'un autre canal, légaliste cette fois-ci. Au cours du processus démocratique qu'a connu le Niger au milieu des années 90, la Coordination de la résistance armée regroupant les quatre tendances de la rébellion avait adopté une plate-forme dont l'une des revendications (vote réservé, dans le nord Niger aux seules populations originaires du territoire en question) aurait abouti à une véritable épuration ethnique par le vote.⁵⁹ Etendu de proche en proche à l'ensemble du pays, si le projet avait été adopté, le Niger risquait d'être démembré : les Touaregs du nord seraient potentiellement tombés sous l'influence de la Libye, le pays haoussa aurait pu basculer dans l'orbite du Nigéria⁶⁰, les populations zerma-songhaï sous la coupe du Mali, enfin les Gourmantché sous celle du Burkina Faso⁶¹. On comprend bien combien, à partir d'une revendication des touaregs du nord Niger, la Libye et le Burkina Faso pouvaient avoir une bonne raison de faire cause commune.

⁵⁹ BOURGEOT André, Révoltes et rébellions en pays touareg Afrique contemporaine n°170, 2^{ème} trim 1994 p 17

⁶⁰ Une communauté touarègue est active dans les émirats du nord depuis plusieurs siècles cf article DECRAENE philippe, les dirigeants du Niger cherchent sans succès à tempérer l'irréductibilité des Touaregs in les Marchés tropicaux du 9 sept 1994 p 1877

⁶¹ Processus décrit dans BOURGEOT article cité.

4 LES TOUAREGS, ACTEURS DE DESTINS NATIONAUX.

Alors que les Touaregs semblent n'avoir jamais eu de stratégie communautaire globale et de vision à long terme, dans certains cas une caste (aristocrates-guerriers de Firhoun et Kaosen), une confédération donnée (kel Adrar dans la rébellion de 63), une génération particulière (ishumars dans les incidents de 85-90) et tout à fait récemment des groupements de fortunes circonstanciels ont tenté de faire aboutir, par opportunisme et pragmatisme des revendications « catégorielles » en s'alliant au plus offrant des Etats en compétition. Les dernières d'entre elles, sous couvert d'un mal-vivre identitaire relèvent surtout d'un vrai mal-vivre politique et économique auxquels les pouvoirs en place n'ont pendant longtemps apporté que de mauvaises réponses.

4.1 Les révoltes « opportunistes »

4.1.1 Celles de la période coloniale.

Jusque dans les années 30, dissidences et insurrections ont marqué l'histoire des touarègues avec les deux temps forts que constituèrent les révoltes de l'aménokal Firhoun, dans l'Azawagh malien en 1916 et celle de Kaosen, dans l'Aïr au Niger en 1917. Elles peuvent être qualifiées d'opportunistes car ces Touaregs, courtisés par les puissances coloniales choisirent le camp « le mieux disant ».

Dans le contexte des grandes manœuvres coloniales du début du siècle dernier, la France et l'Allemagne cherchaient à réorganiser leurs zones d'influence respectives en Afrique. Concurrément, deux anciens alliés tutélaires dans la région saharienne aspiraient à en reprendre le contrôle: la Senoussiya souhaitait probablement à instaurer un état sénoussiste⁶² avec l'aide de la Turquie (alliée de l'Allemagne sur le théâtre européen).

Dans le camp touarègue, certaines tribus voulaient quant à elles s'affranchir du joug colonial français qui désorganisait leurs structures politiques et les fondements de leur puissance économique : Firhun aspirait à réaffirmer la puissance déclinante de Iwlliminden et Kaosen escomptait se tailler un pouvoir politique⁶³.

Ainsi, alors qu'ils poursuivaient des objectifs radicalement contraires, la Senoussiya, Firhoun et Kaosen firent méharée commune. En s'affiliant à cette confrérie soufie, ils en obtinrent un soutien politique et financier conséquent.

Même s'il ne faudrait pas en conclure que ce soulèvement fût une révolte sénoussiste⁶⁴, cette opportuniste alliance montre que les Touaregs avaient su

⁶² DECRAENE Philippe article cité p 1878

⁶³ BOURGEOT André, collaboration et résistance à la conquête coloniale op cit p 285 et suivantes

⁶⁴ révolte et rebellions en ^pays touareg A. Bourgeot Afrique contemporaine n° 170 2^{ème} trimestre 94

s'adapter pour tenter de retourner à leur profit une situation qui les avait pris de court.

Par la suite, les nomades n'ont plus osé lever le nez en Algérie et en Libye, états militarisés forts. Mais au sud une rébellion et une revendication d'autonomie touarègue allaient naître et se perpétuer dans deux états fragiles, le Mali et le Niger.

4.1.2 Celles des années 60 et 90.

Il y a un synchronisme troublant entre l'apparition des rébellions et la faiblesse ou la fragilisation des ces deux états. Conscients que le rapport de force leur était devenu structurellement défavorable tant au plan militaire, démographique, qu'en terme d'audience auprès de la communauté internationale, les Touaregs ont tenté de forcer le cours du destin en saisissant les « interstices historiques » qui leur semblaient propices pour retrouver leur liberté.

Ainsi, les révoltes de l'Adagh au Mali en 63 et 64 interviennent au moment où les structures étatiques maliennes, en pleine transition à la suite de l'indépendance sont particulièrement fragiles. Le pouvoir politique est mal affirmé, l'administration désorganisée et l'armée nationale manque non pas tant de matériel que de cohésion. Mais faute de préparation militaire (constitution de bases de soutien arrière dans pays limitrophes) et diplomatique (garantie de la neutralité algérienne) leur opportunisme a rapidement montré ses limites.

Entrecoupées d'insurrections armées éruptives⁶⁵, les crises touarègues des années 90 au Mali et au Niger s'inscrivent cette fois-ci dans un contexte de fragilisation de l'Etat en raison de l'introduction de la démocratie dans des pays jusqu'alors gouvernés par des régimes militaires et régis par des partis uniques. Ainsi, il était frappant de constater que plus le processus démocratique se confirmait à Niamey, plus la confrontation entre gouvernement central et touaregs s'exacerbait.

Rien d'étonnant à ce phénomène car il obéit à une règle générale qu'ont recensé les experts des organisations internationales : les régimes qui manquent de légitimité démocratique favorisent le passage de l'état de risque à celui de crise et de conflit pour peu que les ferments de la démocratie les travaillent. Le substrat crisogène étant en place et le ferment démocratique introduit par le discours de La Baule, toutes les conditions étaient réunies pour faire évoluer le problème touareg en crises ouvertes de basse intensité pérennes qui ont nécessité beaucoup d'énergie pour se régler.

4.2 Aux racines des crises nomades, mal vivre politique et économique.

⁶⁵ fin juin 90 au mali et octobre 91 au niger

Les sociétés touarègues ont évolué au sein des états nations en fonction des orientations imprimées par ceux-ci. En Algérie, l'assimilation politique économique et culturelle a réussi par le volontarisme dont a fait preuve l'Etat. Au Mali, le manque de moyens financiers étatiques a conduit à la déshérence des sociétés nomades tandis qu'au Niger, les demi-mesures ont créé attentes et frustrations.

Manipulées ou opportunistes, révoltes armées éruptives ou crises de basse intensité, la récurrence des rébellions dans ces deux pays traduit indéniablement un état de mal être latent de cette communauté, mal-être dont l'élément central pourrait ne pas être culturel, quelle qu'en puisse être sa visibilité. Ainsi, ni Bamako ni Niamey ne s'opposent à l'emploi du tamashāq ou à celui du tfinagh.

Le renversement d'une tendance, l'inégalité de la répartition des ressources économiques ou la marginalisation politique sont trois facteurs qui rendent assez bien compte des racines du mal-vivre nomade. Même si les Touaregs du Mali et du Niger ont hérité d'un fardeau commun de difficultés politiques et économiques du fait de la décolonisation, ils n'en vivent pas moins actuellement des situations différentes et les revendications des Kel Adagh maliens n'ont rien à voir avec celles des Kel Aïr nigériens.

4.2.1 Le renversement de tendances.

Il y eût bien en effet, lorsque le Mali et le Niger accédèrent à l'indépendance un double phénomène de renversement de tendances, démographique et hiérarchique. Avant, les Touaregs étaient majoritaires en terme de population, et dominants par rapport aux peuples soudanais avec lesquelles ils étaient en contact. Mais à la suite des découpages frontaliers, ils se retrouvaient minoritaires au sein de pays dont les gouvernements étaient désormais aux mains de peuples jadis sous leur tutelle.

4.2.2 Injustice dans le partage politique.

A la suite des incidents de 63, le nord Mali fût pendant une dizaine d'années relégué au statut de zone pénitentiaire marginalisée⁶⁶. Des années 60 à la fin des années 80, les kel Adagh ont été durablement écartés des postes politiques et administratifs par méfiance des gouvernements « noirs » qui se sont succédés au pouvoir à Bamako.

Au Niger, à la suite de l'accession à l'indépendance les Touaregs ont d'abord été associés au gouvernement⁶⁷, et intégrés dans les appareils administratifs centraux (ministres députés) et régionaux (préfets et administrateurs). Cependant, à la suite du coup d'état contre le président Kountché en 1976, les relations se tendirent et restèrent longtemps marquées du sceau de la défiance. Mais muselés par la force, les Touaregs ne manifestèrent aucun signe d'impatience jusqu'en 1987 date à laquelle la paix

⁶⁶ BOURGEOT André op cit p 381

⁶⁷ Création d'un ministère des affaires nomades confié à un descendant de l'aménokal des Ouilliminden

contrainte prit fin. A partir de cette date se sont alors exprimées ouvertement la revendication longtemps contenue d'une redistribution politique.

4.2.3 Sentiment d'inégalités dans la répartition des ressources économiques.

Au Mali, de la fin des années 70 au tournant des années 90, la situation économique des Touaregs s'est substantiellement dégradée. Raisons objectives et récriminations polémiques se mêlent pour alimenter le sentiment de laissés-pour-compte qu'ils éprouvent.

Au chapitre des données objectives, on pourrait citer la tendance pédologique lourde qu'est la progression inexorable du désert qui, sous l'effet de l'Harmattan réduit au fil des ans les espaces pâturés traditionnels nomades. On peut y ajouter la paupérisation consécutive aux accidents écologiques qu'ont été les deux longues périodes de sécheresses de 69/75 et 83/85.

A celui des données polémiques, on ne saurait passer sous silence le détournement de l'aide humanitaire destinée aux nomades concentrés aux abords des grandes villes ou réfugiés dans les camps.

Au bilan les capacités de réponse intrinsèque des sociétés nomades n'étant plus à même de fonctionner, les nomades attendaient une alternative étatique que l'économie malienne n'était pas alors en mesure de leur apporter. Sur fonds généralisé de ralentissement économique, le fossé qui n'avait cessé de se creuser entre le Nord et le Sud au cours de la dernière décennie ne pouvait plus être comblé.

Au Niger, la situation est sensiblement différente dans la mesure où le pouvoir central a consenti des investissements conséquents pour les départements à fort peuplement touareg (agades et tahoua). Mais pour les Touaregs, les efforts de l'état ne sont pas proportionnels à la contribution qu'ils estiment apporter à la richesse nationale, qu'il s'agisse du produit de l'élevage, de l'exportation des ressources uranifères de l'Aïr.

Pour régler les crises et les insurrections qui se développaient depuis la fin des années 80 et qui accompagnaient la marche du Mali et du Niger vers la démocratie, Bamako et Niamey ont fini par initier le dialogue politique après avoir été tentés par la solution militaire.

4.3 Vers un règlement que l'on espère définitif

4.3.1 L'impasse de la solution militaire.

A l'exemple des « réussites » française, algérienne et libyenne de traitement du problème par la force, auxquelles on pourrait ajouter celle du conflit de 63 dans l'Adrar par l'armée nationale malienne, Bamako et Niamey se sont d'abord lancés dans des tentatives de règlement militaire. Pour autant,

cette solution a rapidement montré ses limites car elle était intrinsèquement inadaptée.

En effet, lorsque jadis les trois pays précités « normalisaient » la situation de leurs nomades, ils bénéficiaient d'une telle supériorité de force, en équipements ou en hommes, que l'issue des affrontements armés était pratiquement acquise d'avance.

Mais actuellement, la donne a changé. Les intenses trafics d'armes de guerre qui ont lieu sur le sol africain permettent aux Touaregs de s'approvisionner en armes légères très modernes et en moyens de liaisons performants. Jouissant désormais d'une mobilité extrême grâce aux pick-ups 4x4, les groupes rebelles touaregs n'ont pas été défaits lors des affrontements qui les ont opposé à des armées nationales que des experts estimaient cette fois-ci « dépourvues de moyens adaptés ».

Les signes les plus évidents de l'impuissance des forces armées furent multiples, à commencer par les représailles que certaines unités menèrent contre les populations civiles nomades, jetant ainsi de « l'huile sur le feu », et alimentant le cycle de la violence.

Et il y eût bien sûr aussi le phénomène de constitution de milices d'auto-protection. Que ces milices soient apparues spontanément, ou qu'elles aient été suscitées dans le cadre d'une stratégie étatique indirecte de dévolution de la sécurité, elles n'en constituent pas moins, pour Bamako et Niamey une certaine forme d'impéritie à restaurer l'ordre dans les parties septentrionales de leurs territoires.

Elles répondent en tout cas à une attente sécuritaire d'un groupe de populations s'estimant victimes de la dégradation de la situation. Ainsi dans la région de l'Azawak dans le nord est du Niger, le Comité de vigilance de Tassara, levé au profit des Oulad sliman, riches commerçants arabes activement impliqués dans les activités commerciales transsahariennes s'engage dès 87 dans la lutte contre la guérilla afin de restaurer un minimum de sécurité pour continuer leur commerce plus ou moins licite⁶⁸. A compter de 1991, cette milice d'auto défense arabe devient le véritable fer de lance de la répression anti-touarègue en complément des FAN.

Bien que plus tardif (printemps 94) un phénomène identique se déroule dans le nord malien avec la constitution de groupes d'autodéfense des populations négro-africaines sédentaires dont le plus représentatif sera le Mouvement patriotique des Ghanda Koy dont la traduction « les Propriétaires de la terre » résume à elle seule le programme des populations songhaï. Dans la foulée d'autres groupes d'auto-défense « ethnico-catégoriels » apparaissent comme la milice pour la défense des éleveurs peuls⁶⁹, ou le mouvement pour défendre le peuple bellah⁷⁰.

Ainsi, alors qu'au début des insurrection touarègues, il ne s'agissait que d'un affrontement entre pouvoir central et nomades, le conflit évoluait rapidement vers des affrontements interethniques générateurs de toujours plus

⁶⁸ BALENCIE Jean Marc et de LA GRANGE Arnaud, op cit 246 : certains d'entre eux étant réputés engagés dans d'importants réseaux de contrebandes transsahariennes et transsahéliennes (produits alimentaires, carburants, voitures volées, cigarettes armes et vraisemblablement stupéfiants).

⁶⁹ Le mouvement Lafia pour les peuls installés autour de Tombouctou et de Mopti

⁷⁰ Descendants des esclaves noirs touaregs

d'insécurité et d'une marginalisation économique et sociale de plus en plus lourde pour les territoires septentrionaux. Par le basculement d'une logique rationnelle de revendications politiques et économiques vers une dynamique irrationnelle et pulsionnelle faisant remonter à la surface de l'Histoire des relents nauséabonds de « couleur de peau » et de passé esclavagiste, c'était pour Niamey et Bamako courir le risque d'une guerre civile généralisée. Pour éviter cette dérive, les différents acteurs s'assirent à la table des négociations.

4.3.2 Des négociations politiques difficiles

La paix fût pénible à instaurer: au Niger, les accords furent longs à négocier, au Mali, ils furent délicats à mettre en œuvre. Dans les deux cas, ils entérinèrent la reconnaissance d'une spécificité régionale pour les territoires septentrionaux et l'octroi d'une autonomie administrative substantielle sous la forme de lois de décentralisation poussée.

Au Mali, en raison d'une rapide stabilisation du contexte politique⁷¹, l'esquisse de solution obtenue sous l'égide de l'Algérie lors des accords de Tamanrasset du 6 janvier 91 sert de socle à la signature du Pacte national de Paix de Bamako du 11 avril 1992. L'accord qui prévoit un ensemble de mesures pour traiter le problème dans tous ses aspects⁷² achoppe pourtant rapidement faute de financements suffisants. La rébellion reprend de la virulence pendant les années 93 et 94.

Le processus de paix est finalement relancé au premier semestre 95 : la rébellion était affaiblie par ses divisions dont certaines se transformaient en affrontements armés directs, les milices gandha Koy exprimaient dorénavant des revendications qui compliquaient d'autant les négociations. Pour sa part, l'état avait créé les conditions propices au règlement du problème : réouverture des écoles, des centres de soins, des marchés ; instauration du dialogue entre communautés et démantèlement de son dispositif sécuritaire militaire.

Nerf de la paix, le financement d'une partie des accords de Bamako⁷³ fût assuré par un fonds spécial du PNUD alimenté par des contributeurs volontaires tandis que la signature de protocoles entre le Mali, le HCR et les pays d'accueil des réfugiés, (Algérie, Mauritanie, Burkina Faso) réglait le rapatriement des 160 000 réfugiés.

L'organisation à Tombouctou les 27 et 28 mars de la cérémonie les Flammes de la paix au cours de laquelle 3000 armes ont été fondues pour permettre l'érection d'une stèle en l'honneur de la paix⁷⁴ symbolise la fin d'une période de troubles.

⁷¹ Progrès à marche forcée vers la démocratie dès 1992 avec un turn over politique important : législatives en mars, avril pour les présidentielles ; organisation de la scène insurrectionnelle assez stable avec une coordination MFUA (mouvements et fronts unifiés de l'Azawad) regroupant quatre fronts.

⁷² Statut particulier d'autonomie administrative pour le nord du pays, décentralisation accrue pour les régions de Tombouctou, Gao et Kidal, allègement du dispositif militaire gouvernemental dans le nord, intégration des combattants rebelles au sein des forces armées ou de l'administration, création d'unités mixtes devant être déployées dans le Nord, création d'un fonds d'indemnisation des victimes.

⁷³ 5000 touaregs se sont vus attribuer des aides visant à leur réinsertion économique.

⁷⁴ les différentes fractions armées ont annoncé officiellement leur dissolution.

Au Niger, malgré la tenue d'une Conférence nationale (juillet 91) et des avancées démocratiques notoires (législatives et présidentielles au printemps 93), les accords de paix de Ouagadougou ne sont définitivement signés qu'en avril 95. Les dissensions au sein du gouvernement⁷⁵ et la fragmentation à l'extrême de la rébellion expliquent cet état de fait.

Alors que les mouvements rebelles auraient dû tendre à une « détribalisation » de leurs organisations pour présenter un front uni, on a assisté au phénomène inverse tant du fait des manipulations opérées par les Etats qu'en raison de la dynamique interne des fronts touaregs eux-mêmes. Initialement au nombre de quatre lors des accords de Ouagadougou première mouture, les Fronts de libération⁷⁶ n'arrivent pas à s'accorder. Les raisons en sont multiples : forte personnalité de leurs responsables respectifs motivés par de fortes ambitions personnelles ou contraints par leurs allégeances individuelles traditionnelles, inscrites dans des compétitions ancestrales entre confédérations et dans des querelles de chefferies⁷⁷. La scène insurrectionnelle est évolutive au point que l'encre est à peine sèche que déjà, les signataires d'hier, engagés dans de nouvelles revendications⁷⁸ et alliances, ne se sentent plus tenus par leurs engagements de la veille. De scissions en recompositions, on comptera début 96 deux coordinations rivales regroupant huit mouvements touaregs⁷⁹. La plus grande confusion règne et le dialogue s'enlise.

La dynamique de la paix retrouve du souffle après l'arrivée au pouvoir du colonel Barré Maïssara, à la suite de son coup d'état. Les leaders les plus charismatiques étant soit récupérés par le pouvoir de Niamey pour les plus modérés⁸⁰ ou ayant disparu lors d'un accident d'avions pour les plus jusqu'au-boutistes⁸¹, les accords de Ouagadougou deuxième mouture d'avril 95, obtenus à la suite de multiples médiations (France, Algérie et Burkina Faso) sont enfin signés.

⁷⁵ Opposition entre le président Ousmane et son premier ministre Hama Amadou

⁷⁶ Rissa ag Boula pour le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak, le Front de libération de Temoust de Mano Dayak, l'Armée révolutionnaire de libération du nord d'Ataheer Abdel Moumin et le Front patriotique de libération du Sahara de Mohammad Anako

⁷⁷ DECRAENE philippe, article cité p 1878

⁷⁸ L'acceptation de la loi de décentralisation met fin aux revendications tant fédéralistes qu'indépendantistes. C'est désormais la répartition des ressources, celles des royalties tirées des mines d'uranium d'Arlit, les modalités de démobilisation des combattants et leur intégration dans les administrations qui posent les problèmes les plus ardues.

⁷⁹ ORA : Organisation de la Résistance Armée de Rhissa Ag Boula regroupant le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA), l'Armée révolutionnaire du Nord Niger (ARLNN) d'Attaher Abdelmoumine, le Front des forces de libération (FLL) de Mohammed Icta Abdoulbaye, le Front populaire de libération du Sahara (FPLS) de Mohamed ag Anacko, le Mouvement révolutionnaire de libération du Nord Niger (MRLNN) d'Ibrahim Ghounour.

CRA Coordination de la résistance armée de Mano Dayak puis de Mohamed Akotey qui comprend cinq fractions (dont deux toubous): le Front de libération du Tamoust d'anciennement Mano Dayak, Armée populaire de libération du nord (APLN) d'A. Halilou et enfin le Front d'action révolutionnaire (FAR) de Sulimane Hyar.

⁸⁰ Rhissa ag Boula est nommé ministre du Tourisme, Attaher Abdelmoumine secrétaire d'état à l'intérieur et Mohamed Ag Anecko vice président du Comité spécial de paix

⁸¹ Mano Dayak et Yahaha Wil Willy du FLT et H. A Khalhlou de l'APLN

4.3.3pour des paix fragiles

Par des politiques volontaristes, les deux états se sont progressivement réapproprié leur fonction régaliennne de sécurité ce qui leur a permis, en corollaire de remettre en marche tous les autres services étatiques qui avaient été pris pour cibles par les rebelles et de relancer les activités économiques. Pour Bamako comme pour Niamey, l'objectif était de contribuer à la réémergence des solidarités entre communautés sédentaires et nomades à travers des rapports sociaux et économiques normalisés. Se pose donc maintenant avec une cruelle acuité la question de l'avenir économique des parties nord de ces deux pays.

Au Mali, si le nord ne peut se passer d'un appui financier, il ne peut éviter des mutations plus profondes dans les pratiques d'élevage. L'élevage transhumant doit être définitivement sédentarisé et les spécialistes évoquent les mesures autoritaires qui avaient été prises au XIXème par la Dina, état théocratique de l'empire peul pour sédentariser son élevage⁸². Par ailleurs, la réinsertion des nomades a largement été le fait de projets individuels financés par des investissements internationaux et privés. Des ex-combattants se sont recyclés dans le « petit business », artisanat ou revente de pièces détachées. Alors que l'azalaï, la caravane du sel à destination de Touadenit et qui redescend vers Tombouctou et Niamey a repris, la riziculture et les cultures potagères se sont largement développées aux abords de Tombouctou⁸³. Mais tout ces projets restent très fragiles, à la merci d'une aggravation des conditions climatiques. La préoccupation majeure de tous ces réinstallés reste l'eau, problème qui se résout par l'achat de motos pompes.

Mais il faudrait que l'état investisse plus lourdement, dans des travaux de maîtrise du cours du Niger qui n'assure plus autant qu'avant sa fonction de voie de désenclavement du Nord Mali. Sans grande route à destination de Bamako, comment évacuer les produits, comment faire circuler les gens, telle est désormais la question à laquelle les autorités maliennes doivent répondre pour rendre durable les acquis de la paix.

Au Niger, certaines clefs du développement économique du pays échappent au contrôle du gouvernement : ainsi en est-il bien entendu du cours des matières premières et l'on ne saurait que déplorer la faiblesse du cours de l'uranium. Ainsi en est-il de certaines contraintes imposées par des projets écologiques mis en œuvre par la communauté internationale en échange de subventions, et qui ont sur les sociétés nomades beaucoup d'effets pervers : citons par exemple la création, par le WWF de réserves de faune où l'addax est privilégié au détriment du dromadaire ou de la chèvre..... donc des hommes. En créant des zones de spécialisation strictement délimitées et légiférées excluant les nomades de certaines poches écologiques essentielles à la survie de leurs troupeaux⁸⁴, la communauté internationale, pour des motifs écologiques ne fait qu'aggraver la déstructuration du système agropastoral nomade, condamnant les Kel Aïr au dilemme de l'assimilation ou de la

⁸² DEVEY Muriel, quel avenir pour le Nord dans Marchés tropicaux du 5 janvier 1996 p 6 à 9

⁸³ cf ANDRIAMIRADO Sennen, les Rizières du désert dans Jeune Afrique n° 1880 du 15 janvier 1997 p 30

⁸⁴ BOURGEOT andré, op cit p 417-418

marginalisation et l'état nigérien à mettre en place des mesures d'intégration coûteuses supplémentaires.

Là comme au Mali, la pérennisation de la paix dépend d'embellies économiques sur lesquelles les gouvernements locaux n'ont aucune influence : que les investissements étrangers soient chichement comptés ou qu'une nouvelle sécheresse survienne et tout sera remis en cause.

CONCLUSION

Dans son livre « Ebène, aventures africaines », R. KAPUSCINSKI décrit les Touaregs de la manière suivante « Le Touareg méprise tout ce qui délimite, il s'efforce de détruire tout obstacle, il brise toute barrière..... Il ne se considère citoyen d'aucun état, ne veut se soumettre à aucun gouvernement, à aucun pouvoir⁸⁵ » et augure de leur avenir en ces termes « ...des sécheresses terribles et permanentes les chassent du Sahara. Les Touaregs sont en train de disparaître, leur vie arrive à son terme »⁸⁶.

Le génie de ce peuple a une nouvelle fois pris le cours de l'Histoire à revers. En acceptant les plans de paix qui leur concèdent une place dans les structures politiques, les intègrent dans les circuits économiques des sédentaires, les Touaregs ont sûrement perdu une grande part de cette liberté qu'ils chérissaient tant. Mais il en allait de la survie physique de leur communauté. Désormais reconnus citoyens maliens ou nigériens « à part entière », ont-ils pour autant vendu sans conditions leur âme à ce Diable que sont les Etats ? Pas certain, si l'on en croit les spécialistes des organisations internationales⁸⁷ qui se sont penchés sur leur récente évolution et qui constatent que l'école est devenue la nouvelle arme des Touaregs. Pour nombre d'entre eux, « l'école est désormais plus importante que le dispensaire ». Longtemps méfiants vis-à-vis de la scolarisation, les nomades commencent à y voir le moyen de trouver du travail, de s'insérer dans les administrations.... et le moyen incontournable pour mener des négociations.

Mais c'est aussi par l'école que les plus conscients des Touaregs quant au risque d'acculturation de leurs enfants espèrent éviter la perte de valeurs spécifiques, à commencer par la langue tamashäq.

Pour plagier une formule bien connue, il se pourrait que l'instruction soit la poursuite de la rébellion par d'autres moyens.

Pour les Etats, la question qui se pose maintenant est de savoir si le dossier touareg est clos et la paix durable ? S'agissant de la grande majorité des Touaregs, les solutions globales qui ont été apportées et les financements qui ont été trouvés pour remédier à leur mal-vivre devraient nous en convaincre. Mais quelques tendances pernicieuses sont apparues qui incitent à la plus grande prudence.

Jusqu'à une date récente, chaque génération de Touaregs a sécrété ses exclus qui, par idéalisme politique ont pris les armes pour défendre la cause de leur peuple. Rupture notoire, lors des dernières révoltes, on a pu constater la «gangstérisation» de certains d'entre eux qui, sous des oripeaux politiques n'avaient d'autre motivation que la « part de gâteau » qu'ils pourraient obtenir. Il

⁸⁵ KAPUSCINSKI Ryszard, Ebène, aventures africaines Feux croisés décembre 2000 p 285

⁸⁶ KAPUSCINSKI R, op cit p 287

⁸⁷ Cf BERGERET Yves, l'école, nouvelle arme des Touaregs in le Courrier de l'UNESCO octobre 2000 p 17

est à craindre qu'à l'avenir, ce soit avec ce type de rebelles que les Etats aient le plus à traiter.

L'autre crainte est que la solution apportée au problème touareg ne porte en elle les germes de nouvelles contestations et ne suscite des vocations dans d'autres communautés, qu'elles soient nomades ou sédentaires. Au Niger et au Mali, des voix se sont élevées pour dénoncer le traitement de faveur qui était réservé aux Touaregs par le gouvernement ou les Humanitaires alors que la sécheresse n'avait pas choisi ses victimes. Dire que la paix sera durable serait aller vite en besogne.

POUR EN SAVOIR PLUS, BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

OUVRAGES GENERAUX :

CHAUPRADE Aymeric, Introduction à l'analyse géopolitique Ellipses août 99

COUTEAU BEGUARIE Hervé, traité de stratégie Paris Editions Economica

KAPUSCINSKI Ryszard, Ebène aventures africaines Feux croisés déc 2000

VERSCHAVE François Xavier, Noir silence Edition les Arènes Juin 2000

SILBERZAHN Claude, Au cœur du secret, 1500 jours aux commandes de la DGSE, Paris Fayard 1995

OUVRAGES SPECIFIQUES :

BAQUE Philippe, dans les camps de réfugiés en Mauritanie, des Touaregs doublement dépossédés le Monde diplomatique de février 1993

BAQUE Philippe, nouvel enlèvement des espoirs de la paix dans le conflit touareg au Mali, le Monde diplomatique avril 95.

BARRAL Henri les populations nomades de l'Oudalan et leur espace pastoral Paris Edition de l'office de la recherche scientifique et technique d'outre mer 1997

BERNUS Edmond Touaregs nigériens : identité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur Paris Ed l'Harmattan 1993

BOURGEOIS André, Les sociétés touaregs, Paris éditions Karthala 1995

CLAUDOT-HAWAD Hélène les Touaregs, portraits en fragments Aix en Provence Edisud 1993

CLAUDOT-HAWAD Voix solitaires sous l'horizon confisqué Ethnies déc 1996

FIGARI Sylvette, Niger ; lutte contre la pauvreté : un espoir pour la paix, Marchés tropicaux et méditerranées n° 2756 du 4 sept 98.

GALLAIS Jean Pasteurs et paysans du Gourma : la condition sahélienne Paris Edition du centre national de la recherche scientifique 1975

GUIGNARD Eric Les touaregs Udalén : faits et modèles de parenté Paris édition de l'Harmattan 1984

LHOTE henri, Les Touaregs du Hoggar, Paris Edition A Colin 1984

MARIKO Kélétigui les Touaregs ouelleminenden ; les fils des grandes tentes
Paris Karthala 1984

RAMIR Sylvie, Pistes de l'oubli, Touaregs au Niger Paris édition du Félin 1991

RASMUSSEN Susan Spirit possession and personhood among the Kel Ewey
Tuareg Cambridge Cambridge university press 1995

SALIFOU andré, La question touarègue au Niger Paris éditions Karthala 1993

ARTICLES

ANDRIAMIRADO Sennen, les rizières du désert Jeune Afrique n° 1880 du 15
janvier 1996

BERGERET Yves, l'école, nouvelle arme des Touaregs le Courrier de
l'UNESCO, oct 2000

BISSON Jean, le Sahara dans le développement des Etats maghrébins,
Monde arabe Maghreb Machrek n° 135 janvier mars 1992

BISSON Jean, le Sahara, nouveau pôle de développement Monde arabe
Maghreb Machrek n° 134 oct déc 1991

BOILLEY Pierre Aux origines des conflits dans les zones touareg et maures
Relations internationales et stratégiques n° 23 automne 1996

BOURGEOU André, révoltes et rébellions en pays touareg Afrique
contemporaine n° 170 2^{ème} trimestre 1994

BOURGEOU André l'enjeu politique de l'histoire : vision idélaiste des
événements touareg (1900-1992), Politique africaine n° 48 déc 92

CHEBEL Malek, Sortis de l'oubli, les Touaregs souffrent de l'Histoire, le
Monde diplomatique août 1991

DECRAENE Philippe Quelques éléments de réflexion sur la révolte des
touareg, ESOPE n° 484 mai juil 1992

DECRAENE Philippe, les dirigeants du Niger cherchent sans succès à
tempérer l'irréductibilité des Touareg Marchés tropicaux du 9 sept 1994

DEVEY Muriel, Mali, quel avenir pour le Nord Marchés tropicaux du 5 jan 1996

DIRAT Pierre, le Mali rallume la flamme de l'espoir, Marchés tropicaux et
méditerranéens, 5 jan 1995

KPATINDE Francis, le combat des hommes de nulle part, Jeune Afrique n° 1751 du 28 juil 1994

OUAZANI Chérif, Moi Ali légionnaire chez Kadhafi Jeune Afrique n°1841 du 17 Avril 1996

PONS Roger, le problème touareg : hier, aujourd'hui et demain ? Marchés tropicaux du 7 mai 1993

PONS Roger, quel avenir pour les Touaregs : marchés tropicaux et méditerranéens, 29 déc 1995

SMITH Stephen Chasse aux Touaregs au nord Mali, Libération du 28 sep 1994

THIESSE Anne Marie Une nation, une langue, L'Histoire n° 248 nov 2000

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

1 MAIS OU SONT LES TOUAREGS D'ANTAN.

6

1.1	TOUAREG OU IMUHAGH: DES MOTS QUI NOMMENT DES REALITES DIFFERENTES .	6
1.2	ORGANISATION DES SOCIETES TOUAREGUES TRADITIONNELLES.	7
1.3	LES SPECIFICITES IDENTITAIRES DU PEUPLE TOUAREGUE.	7
1.4	DE LA DIFFICULTE D'UNE ETAT DES LIEUX DES TOUAREGS.	9

2 LES TOUAREGS, ACTEUR GEOPOLITIQUE ?.

11

2.1	UN DESIR DE TERRITOIRE FLOU.	11
2.1.1	TROIS PERIODES DE REBELLIONS SANS CLAIRES FINALITES ETATIQUES TRANSNATIONALES UNITAIRES.	12
2.1.2	LA MENTALITE NOMADE, OBSTACLE A TOUTE FORME DE REVENDICATION TERRITORIALE.	13
2.2	UNE STRATEGIE INADAPTEE : DU MAUVAIS USAGE DE LA FONCTION GEOPOLITIQUE DE LA LANGUE	15
2.2.1	DU POSTULAT HISTORIQUEMENT VALIDE « UNE NATION UNE LANGUE ».....	15
2.2.2	 A L'HYPOTHETIQUE DEMARCHE « UNE LANGUE, UNE NATION »	16
2.3	D'UNE MOBILISATION GLOBALE DE LA SOCIETE AVORTEE.	16
2.3.1	LA TRAHISON DES CLERCS.	17
2.3.2	LES LIMITES DES STRATEGES MILITAIRES	17
2.3.3	L'INDIFFERENCE DU PEUPLE	18
2.4	UNE SOCIETE MUTANTE	18
2.4.1	PLUS HOMOGENE MAIS EMIETTEE.	18
2.4.2	LA TRANSHUMANCE IDENTITAIRE VERS LA MODERNITE ET LA SEDENTARISATION.	19

3 LES TOUAREGS, INSTRUMENTS DE GEOPOLITIQUES TRANSNATIONALES.

3.1	ENTRE MEPRIS ET PASSION, LES RELATIONS AMBIGUËS DE LA FRANCE A L'EGARD DES TOUAREGS.	23
3.1.1	DES TOUAREGS, SUPPLETIFS DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE EN AFRIQUE.	23
3.1.2	L'OCRS : LE RENIEMENT DE LA PROMESSE DONNEE.	23
3.1.3	LA FRANCE ET LES TOUAREGS DANS LA NOUVELLE DONNE INTERNATIONALE.	24
3.2	L'ALGERIE, ENTRE TENTATION HEGEMONIQUE ET CRAINTE DE CONTAMINATION EXTERIEURE.	25
3.2.1	NOMADES DES VILLES OU DES PATURES, DES TOUAREGS ALGERIENS SEDENTARISES ET ASSIMILES.	25
3.2.2	DES REFUGIES TOUAREGS MALIEN BALLOTES AU GRE DES IMPERATIFS DE SECURITE INTERIEURE ALGERIENNE,	27

3.3	LA LIBYE: FAUX POMPIER, VRAI PYROMANE.	28
3.3.1	LES « MALGRE NOUS » DE LA LEGION ISLAMIQUE.	28
3.3.2	LA LIBYE S'ALLIE AU BURKINA-FASO POUR PRENDRE LE NIGER A FRONT RENVERSE.	29

4 LES TOUAREGS, ACTEURS DE DESTINS NATIONAUX. 31

4.1	LES REVOLTES « OPPORTUNISTES »	31
4.1.1	CELLES DE LA PERIODE COLONIALE.	31
4.1.2	CELLES DES ANNEES 60 ET 90.	32
4.2	AUX RACINES DES CRISES NOMADES, MAL VIVRE POLITIQUE ET ECONOMIQUE.	32
4.2.1	LE RENVERSEMENT DE TENDANCES.	33
4.2.2	INJUSTICE DANS LE PARTAGE POLITIQUE.	33
4.2.3	SENTIMENT D'INEGALITES DANS LA REPARTITION DES RESSOURCES ECONOMIQUES.	34
4.3	VERS UN REGLEMENT QUE L'ON ESPERE DEFINITIF	34
4.3.1	L'IMPASSE DE LA SOLUTION MILITAIRE.	34
4.3.2	DES NEGOCIATIONS POLITIQUES DIFFICILES	36
4.3.3	POUR DES PAIX FRAGILES	38

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE